

Conseils de Révision

Actualités d'octobre 2001

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

Jakaya Kikwete, Minister of Foreign Affairs of the United Republic of Tanzania: Black slavery requires reparations since the Jews received payment for the Holocaust.

U.N. Secretary General Kofi Annan called on Israel Friday **to stop using the Holocaust** as a reason to continue what he said were policies of occupation, displacement, and extra-judicial killings of Palestinians. (1 Sept.)

It is said that Gandhi was once asked what he thought of Western civilization, and answered that he felt it might be a good idea.
Noam Chomsky

Le vent tourne

L'EXTINCTION DU POPPERISME

Jacques Bouveresse, du Collège de France, dit, à propos de l'affligeante farce de la pseudo-thèse d'une pipeuse de Mitterrand:

"On peut remarquer au passage que, si Madame Teissier avait eu la moindre envie de faire un travail épistémologique réel, elle aurait commencé par prendre un peu plus au sérieux la remarque de Popper selon laquelle la difficulté, dans le cas de disciplines comme l'astrologie, n'est pas de trouver des confirmations (il n'y a rien de plus facile, en tout cas pour les convaincus), mais plutôt de trouver des faits susceptibles, le cas échéant, de constituer une réfutation de la théorie. Si l'on pouvait dire de la thèse qu'elle défend un point de vue épistémologique précis, il faudrait ajouter immédiatement qu'il présente toutes les faiblesses bien connues de la position confirmationniste naïve."

Appliquons ce pathos à l'explication courante qui est donnée de ce qu'ils appellent l'Holocauste. Qui a trouvé "des faits susceptibles, le cas échéant, de constituer une réfutation de la théorie"? C'est nous, bibi, les révizo. Nous sommes les réfuteurs poppériens. Et les zolos ne sont que des "confirmationnistes naïfs". On l'aurait pas trouvé sans ce bon Bouveresse. Du coup, on lui pardonne d'avoir été été althussérien dans sa jeunesse. Althusser, c'est comme la chaude-pisse au régiment: on en guérit et on se marie après.

Remarques philosophiques conclusives, à voir sur:

<<http://www.homme-moderne.org/societe/socio/teissier/#top>>

PIS DOUZE

L'offensive tous azimuts contre Pie XII, menée par les organisations juives, se poursuit sur un rythme accéléré. C'est maintenant presque chaque mois que sort aux Etats-Unis un nouveau livre qui cherche à incriminer le Vatican pour une supposée sympathie envers le national-socialisme. L'asservissement des nations occidentale passe par cet étroit défilé. Récemment, le Vatican a rompu les ponts en déclarant que les "experts" juifs de la commission judéo-catholique, qui avait été établie sous pression juive, pour fouiller les archives, étaient de mauvaise foi et qu'on ne pouvait donc pas travailler avec eux. Nous reviendrons sur ce sujet très important mais après avoir vivement conseillé à nos lecteur de lire ou de relire *L'Opération «Vicaire»* de Paul Rassiner (ici en ligne [LINKLINKLINK](#)), nous donnons quelques adresse liées à la campagne qui vise à vider l'Eglise catholique de sa substance:

Regarding the challenge to the claim that the Vatican aided nazis in escaping from Europe, see the following;

<http://www.vaticanbankclaims.com/pavelic.htm>

<http://www.vaticanbankclaims.com/paul.htm>

<http://www.centrexnews.com/opinion/2001/07/nazigold.html>

<http://www.prweb.com/releases/?0000025461>

http://news.suc.org/bydate/2001/Feb_05/13.html

<http://www.vaticanbankclaims.com/Mandic2.htm>

<http://www.skolnicksreport.com/vaticanbank.html>

<http://www.chick.com/bc/1989/savevaticanface.asp?FROM=Catholicpage>

http://www.thirdworldtraveler.com/Chomsky/ChomskyOdonian_Nazis

http://intellit.muskingum.edu/intellsite/genpostwarimmed_folder/postwarimger.html

<http://www.chick.com/bc/2000/riverasclaims.asp?FROM=Catholicpage>

<http://www.mt.net/~watcher/nwonazi.html>

<http://www.mosquitonet.com/~prewett/utbook.html>

AVEC UN SOIN BRÛLANT

Il n'est pas inutile en ces périodes de guerre idéologique de relire l'encyclique de Pie XI, publiée en 1937, *Mit brennender Sorge*, à <http://www.cin.org/docs/mitbrenn.html> Nous en avons une version française.

Rappelons l'excellente analyse parue chez VHO, *Une encyclique singulière sous le IIIe Reich*, de Pierre Maximin, 1999 [LINKLINKLINKvatican](#).

COFFRES PAS FORTS

Fonds en déshérence: une erreur de jugement coûteuse Marc-André Charguéraud

A la date limite du 5 août, sur 26.000 questionnaires-réponses reçus par le Tribunal arbitral de Zurich chargé de réceptionner les demandes de restitution de fonds en déshérence, seuls 6000 concernaient les 21.000 comptes en déshérence publiés par la Commission Volcker (*Le Temps* du 14 août). **Ce résultat très décevant** est l'aboutissement d'un travail monumental: l'examen de 4,1 millions de comptes en déshérence dans les banques suisses. Malgré cette recherche approfondie, les 21.000 comptes publiés ne donnent aucune certitude. Aux dires de la Commission, ils n'ont qu'«une relation probable et possible avec les victimes nazies» [On suppose que ce galimatias veut dire "victime des nazis"]. De plus, cette Commission s'est toujours refusée à articuler le moindre chiffre donnant leur valeur. On reste dans le flou.

Cette enquête a coûté près d'un milliard de francs [soit 4 milliards de francs français] si l'on ajoute aux frais directs de l'investigation le coût du personnel mobilisé pour ce travail dans les banques. On arrive à une dépense difficile à justifier de plus de 150.000 francs [suisses, environ 60 bâtons] pour chacune des 6000 demandes enregistrées! Encore faudrait-il qu'elles soient toutes reconnues valables par le tribunal arbitral. **Ce ne sera certainement pas le cas.**

Les «Special Masters» en charge du dossier, Paul Volcker et Michael Bradfield, s'avouent surpris de cette piètre performance. **Où se sont évanouies les 580.000 plaintes collectives** (*class actions*) américaines, qui réclamaient le paiement des comptes en déshérence encore détenus par les

banques suisses? Les «Masters» concluent que **les communications ont mal fonctionné** dans un pays où l'information est pourtant souveraine. Il faut réexaminer les 580.000 questionnaires initiaux pour s'assurer qu'aucun ayant droit potentiel n'a été oublié. L'énorme et lente machine se remet en route.

Quand l'on sait que l'examen des 10.000 demandes, faisant suite à la liste de comptes publiée par les banques suisses en 1997, a coûté 30 millions de frais administratifs, on frémit aux dépenses qu'il va falloir engager pour examiner 580 000 questionnaires. Peu importe, pour la Commission Volcker «une investigation complète, même si elle est chère et ne révèle qu'un petit nombre de comptes en déshérence, devrait être une source de fierté pour le système bancaire suisse comparée à un examen peu coûteux mais superficiel et contesté». N'y avait-il pas un juste milieu qui allie coûts et résultats afin que la part des victimes reste aussi importante que possible?

Qu'une plainte collective aux Etats-Unis rassemble 580.000 personnes n'est pas en soit significative. Dans une *class action* tous les frais sont pris en charge par des avocats contre un pourcentage des résultats éventuellement obtenus. Les plaignants se multiplient dans l'espoir d'un résultat financier, même si leurs arguments sont marginaux voire douteux. Ils n'ont pris aucun risque financier. En quelques semaines Edward Fagan, un avocat américain, prétend avoir réuni 31.000 plaignants. Gregg Rickman, l'adjoint du sénateur D'Amato, qui mena campagne contre la Suisse, reconnaît que ces chiffres sont exagérés. Avec une pointe de cynisme il ajoute: «**Mais ils servent la cause contre les banques suisses.**» Tout est dit.

Volcker et Bradfield sont parfaitement au courant de cette pratique qui relativise considérablement les résultats obtenus. Ils ont encore présente à l'esprit cette loi américaine de 1957 qui désigne la Jewish Restitution Successor Organisation pour prendre en charge les intérêts juifs en déshérence aux Etats-Unis. Onze mille demandes furent recensées. Cinq années plus tard, en 1962, il n'en restait plus que 500 qui remplissaient les preuves exigées. Pourquoi en irait-il autrement aujourd'hui?

Volcker fait fausse route, il engage des frais importants pour retrouver des ayants droit là où ils sont peu nombreux: en Amérique. Un pays où tous pouvaient librement s'annoncer depuis des décades. Ce n'était pas le cas des juifs de l'Europe de l'Est, qui ont dû attendre la chute du communisme et la démolition du mur de Berlin pour se manifester. Ce sont ces survivants ou héritiers, même s'ils appartiennent aux communautés juives les plus pauvres, qui devraient faire l'objet de toutes les attentions. N'oublions pas que 50% des victimes de la Shoah furent des Polonais. Pour eux, aucune nouvelle recherche n'est entreprise.

La Commission Volcker surestime très largement le nombre de comptes en déshérence qui existent encore en Suisse, or c'est sur ce chiffre que sa recherche se base. La Commission semble oublier que plus de 50% des juifs du Reich se réfugièrent outre-mer et en Palestine où ils survécurent. **Ce sont avant tout les juifs les plus fortunés** qui purent fuir hors d'atteinte de la folie morbide de Hitler. Est-il en effet raisonnable d'imaginer qu'un juif allemand ou autrichien laisse à Bâle, à Zurich ou à Genève l'argent qu'il a mis de côté? Certainement pas. Il en avait le plus grand besoin dans le pays où il s'était exilé et le transfert de fonds depuis la Suisse était libre. Ce sont autant de comptes que l'on ne retrouvera pas en Suisse, où ils n'ont fait que transiter.

Dans le reste de l'Europe occidentale, Hollande, Belgique, France, Italie, **60% des juifs ont survécu. [Vous vous rendez compte de ce qu'ils disent ces gens-là?]** Ici aussi ce sont principalement ceux qui avaient des moyens financiers. On doit y ajouter plus de 60% des juifs de Budapest, de beaucoup les plus fortunés de Hongrie. Ces survivants ont pu retrouver leurs comptes en Suisse à la fin de la guerre grâce au secret bancaire et à la neutralité suisse tant décriés depuis.

Il faut leur ajouter un grand nombre d'héritiers de ceux qui tombèrent victimes de la barbarie nazie. Il est gratuit d'affirmer qu'ils n'avaient pas connaissance des comptes et des moyens d'y accéder. C'est parce qu'ils se sentaient menacés que les juifs ont transféré des capitaux en Suisse. Alors comment penser qu'ils n'ont pas été nombreux à prendre des dispositions pour que leurs proches soient au courant s'ils étaient épargnés? Il ne faut pas oublier que les déportations en masse vers les camps de la mort ont débuté fin 1941. Pendant les deux premières années de la guerre, les horribles persécutions vécues par les juifs ne pouvaient qu'inciter les détenteurs de comptes à l'étranger à s'organiser en cas de malheur.

La vérité, c'est que malgré l'examen de millions de comptes en Suisse, la Commission Volcker n'a jamais tenté d'estimer le nombre important de tous ces comptes dont les survivants et les héritiers ont pu reprendre possession dans les années qui ont suivi la guerre. Ce n'était pas son mandat. **Et pourtant c'est une donnée essentielle**, qu'il faut absolument prendre en considération lorsque l'on évalue le nombre des comptes en déshérence qui existent encore aujourd'hui en Suisse. Elle explique

le nombre limité de comptes en déshérence que la Commission a trouvé et montre **le rôle important joué par la Confédération dans la sauvegarde de nombreux patrimoines juifs.**

N'oublions pas non plus qu'à plusieurs reprises des enquêtes ont été conduites par les banques suisses pour retrouver les héritiers de ces comptes. Elles furent certes maladroitement, incomplètes et conduites sans empressement, mais elles ont permis de retrouver plus de 100 millions de francs.

On comprend mieux pourquoi, malgré des recherches exhaustives, la Commission Volcker n'a reçu que 6000 questionnaires de plaignants. Ce résultat bien mince n'aurait pas dû surprendre la Commission. Il est peu probable que l'examen des 580.000 plaignants de la *class action* américaine change sensiblement les choses. On va de nouveau dépenser en frais administratifs des dizaines peut-être plus d'une centaine de millions de francs. Mais pour Volcker et Bradfield, dont les mandats se prolongent, «il ne s'agit pas de comparer les coûts avec les valeurs des comptes, mais de participer à l'effort général mené pour dévoiler une fois pour toute la vérité sur une question qui avait depuis longtemps été la préoccupation de la communauté juive et de plus en plus des banques suisses, du gouvernement suisse et de la communauté internationale».

Il faudra bien assumer le coût de ce discours généreux et sans limites. C'est autant d'argent qui ne sera pas distribué aux victimes.

Le Temps (Suisse) 7 septembre 2001.

POIGNANT POGNON (suite)

Lessons of Holocaust Compensation

Norman G. Finkelstein

Soon after the Nazi Holocaust, Jewish organizations and the government of Israel negotiated substantial compensation agreements with Germany. In the past decade, new compensation agreements have been negotiated with Germany as well as with other European governments. These agreements constitute an important precedent for Palestinian material claims against Israel.

In the early 1950s Germany entered into negotiations with Jewish institutions and signed a series of indemnification agreements.⁽¹⁾ With little if any external pressure, it has paid out to date **some \$60-80 billion**. The German government sought to compensate Jewish victims of Nazi persecution with three different agreements signed in 1952. Individual claimants received payments according to the terms of the Law on Indemnification (*Bundesentschädigungsgesetz*). A separate agreement with Israel subsidized the absorption and rehabilitation of several hundred thousand Jewish refugees. The German government also negotiated at the same time a financial settlement with the Conference on Jewish Material Claims against Germany, an umbrella of all major Jewish organizations including the American Jewish Committee, American Jewish Congress, Bnai Brith, and the Joint Distribution Committee.

The sums paid out by the postwar German government significantly affected Jewish life. During the first ten years of the agreement (1953-63), the Israeli historian Tom Segev reports:

the reparations money funded about a third of the total investment in Israel's electrical system, which tripled in capacity, and nearly half the total investment in the railways, buying German diesel engines, cars, tracks, and signaling equipment. Equipment for developing the water supply, for oil drilling, and for operating the copper mines ... was bought in Germany, as well as heavy equipment for agriculture and construction - tractors, combines, and trucks. ⁽²⁾

Germany earmarked the Claims Conference monies (approximately one \$1 billion in current values) for victims of Nazi persecution who were not adequately compensated by the German courts. As it happened, the Claims Conference used the monies mostly for other purposes, for example, subsidizing Jewish communities in the Arab world and Jewish cultural institutions such as the Yad Vashem Holocaust museum in Israel.

Beginning in the early 1990s mainly American Jewish organizations cooperating with Israel opened a new round of 'Holocaust compensation' negotiations with various European countries. The first target was Switzerland. ⁽³⁾ The Swiss stood accused of directly and indirectly profiting from the Nazi persecution of Jews. Acting at Israel's behest, the World Jewish Restitution Organization mobilized officials at the federal, state and local levels in the United States to

press Switzerland for Holocaust compensation. A senior official in the Clinton administration, Stuart Eizenstat, conscripted twelve federal agencies for this initiative. A major international conference was convened in London. The House and Senate banking committees held multiple hearings. Class action lawsuits against Switzerland were filed in American courts. State and local legislatures across the United States implemented economic boycotts. In the end, Switzerland agreed to pay some \$1.5 billion in compensation.

For our purposes, the merits of the case against Switzerland (dubious at best) are less important than the legal and moral precedents it set. The chairman of the House Banking Committee, James Leach, maintained that states must be held accountable for injustices even if committed a half-century ago: 'History does not have a statute of limitations.' Eizenstat deemed Swiss compensation to Jewry 'an important litmus test of this generation's willingness to face the past and rectify the wrongs of the past.' Although they couldn't be 'held responsible for what took place years ago,' Senator Alfonse D'Amato of the Senate Banking Committee acknowledged that the Swiss still had a 'duty of accountability and of attempting to do what is right at this point in time.' Publicly endorsing the Jewish demand for compensation, President Clinton likewise reflected that 'we must confront and, as best we can, right the terrible injustice of the past.' 'It should be made clear,' bipartisan Congressional leaders wrote in a letter to the Secretary of State, that the 'response on this restitution matter will be seen as a test of respect for basic human rights and the rule of law.' And in address to the Swiss Parliament, Secretary of State Albright explained that economic benefits Switzerland accrued from the plundering of Jews 'were passed along to subsequent generations and that is why the world now looks to the people of Switzerland, not to assume responsibility for actions taken by their forbears, but to be generous in doing what can be done at this point to right past wrongs.' **Noble** sentiments all, but nowhere to be heard -- unless they are being actively ridiculed -- when it comes to Palestinian compensation for the dispossession of their homeland.

In negotiations with Eastern Europe, Jewish organizations and Israel have demanded the full restitution of or monetary compensation for the pre-war communal and private assets of the Jewish community. (4) Consider Poland. The pre-war Jewish population of Poland stood at 3.5 million; the current population is several thousand. Yet, the World Jewish Restitution Organization demands title over the 6,000 pre-war communal Jewish properties, including those currently being used as hospitals and schools. It is also laying claim to hundreds of thousands of parcels of Polish land valued in the many tens of billions of dollars. Once again the entire US political and legal establishment has been mobilized to achieve these ends. Indeed, New York City Council members unanimously supported a resolution calling on Poland 'to pass comprehensive legislation providing for the complete restitution of Holocaust assets', while 57 members of Congress (led by Congressman Anthony Weiner of New York) dispatched a letter to the Polish parliament demanding 'comprehensive legislation that would return 100% of all property and assets seized during the Holocaust'.

Testifying before the Senate Banking Committee, Stuart Eizenstat deplored the lax pace of evictions in Eastern Europe: 'A variety of problems have arisen in the return of properties. For example, in some countries, when persons or communities have attempted to reclaim properties, they have been asked, sometimes required ... to allow current tenants to remain for a lengthy period of time at rent-controlled rates.' The delinquency of Belarus particularly exercised Eizenstat. Belarus is 'very, very far' behind in handing over pre-war Jewish properties, he told the House International Relations Committee. The average monthly income of a Belarussian is \$100.

To force submission from recalcitrant governments, those seeking Jewish restitution wield the bludgeon of US sanctions. Eizenstat urged Congress to 'elevate' Holocaust compensation, put it 'high on the list' of requirements for those East European countries that are seeking entry into the OECD, the World Trade Organization, the European Union, NATO and the Council of Europe: 'They will listen if you speak ... They will get the hint.' Israel Singer, of the World Jewish Restitution Organization, called on Congress to 'continue looking at the shopping list' in order to 'check' that every country pays up. 'It is extremely important that the countries involved in the issue understand,' Congressman Benjamin Gilman of the House International Relations Committee said, 'that their response ... is one of several standards by which the United States assesses its bilateral relationship.' Avraham Hirschson, chairman of Israel's Knesset Committee on restitution and Israel's representative on the World Jewish Restitution Organization, paid tribute to Congressional cooperation. Recalling his 'fights' with the Romanian prime minister,

Hirschson testified: 'But I ask one remark, in the middle of the fighting, and it changed that atmosphere. I told him, you know, in two days I am going to be in a hearing here in Congress. What do you want me to tell them in the hearing? The whole atmosphere was changed.'

'Were it not for the United States of America,' Eizenstat aptly observed in his paean to Congress, 'very few, if any, of these activities would be ongoing today.' To justify the pressures exerted on Eastern Europe, he explained that a hallmark of 'Western' morality is to 'return or pay compensation for communal and private property wrongfully appropriated.' For the 'new democracies' in Eastern Europe, meeting this standard 'would be commensurate with their passage from totalitarianism to democratic states.' Yet, judging by the claims of Palestinians, it would seem that a main US ally has yet to make the transition.

Apart from the moral link joining Jewish claims against Europe, on the one hand, and Palestinian claims against Israel, on the other, a direct material link potentially joins the respective demands. When Israel first entered into negotiations with Germany for reparations after the war, the Israeli historian Ilan Pappé reports, Foreign Minister Moshe Sharett proposed transferring a part to Palestinian refugees, 'in order to rectify what has been called the small injustice (the Palestinian tragedy), caused by the more terrible one (the Holocaust)'. (5) Nothing ever came of the proposal. A respected Israeli academic, Clinton Bailey, recently suggested using part of the funds from the Holocaust settlements with Switzerland and Germany for the 'compensation of Palestinian Arab refugees'. (6) Given that almost all survivors of the Nazi holocaust have already passed away, this would seem to be a sensible proposal.

One cautionary note should be entered. Elsewhere I have documented that Jewish organizations misappropriated much of the monies earmarked for the Jewish victims of Nazi persecution. (7) It would be regrettable should monies earmarked for the Palestinian victims of Israel's establishment also end up in undeserving hands. Indeed, if only to avert yet another injustice befalling the refugees, it is vital that Palestinians set up accountable democratic institutions.

Notes

1. For background, see especially Nana Sagi, *German Reparations* (New York, 1986), and Ronald W. Zweig, *German Reparations and the Jewish World* (Boulder, 1987).
2. Tom Segev, *The Seventh Million* (New York, 1993), p. 241.
3. For details, see Norman G. Finkelstein, *The Holocaust Industry* (New York, 2000), chapter 3.
4. *Ibid.*
5. Ilan Pappé, *The Making of the Arab-Israeli Conflict, 1947-51* (London, 1992), p. 268.
6. Clinton Bailey, 'Holocaust Funds to Palestinians May Meet Some Cost of Compensation', *International Herald Tribune*; reprinted in *Jordan Times* (20 June 1999).
7. Finkelstein, *Holocaust Industry*.

Extrait de: Naseer Aruri, ed., *Palestinian Refugees and their Right of Return*, Londres, Pluto Press, 2001.

INTER PAS NET

Nous avons en son temps rapporté la décision du tribunal qui avait relaxé, le 13 novembre 1998, le professeur Faurisson à propos de la publication d'un **texte sur l'aaargh**. Le texte du jugement correctionnel (13/11/1998, TGI Paris, ch. correctionnelle, aff. Proc. Rep, l'UNADIF, la FNDIR, l'UNDIVG, la Fondation pour la mémoire de la déportation et la Ligue des droits de l'homme c/ Robert Faurisson) est disponible sur Legalis.net: http://www.legalis.net/jnet/decisions/illicite_divers/correc_paris_1198.htm. Un juriste de nos amis nous fait parvenir le commentaire d'un de ses collègues:

Rappel des Faits

A la suite de la dénonciation portée, le 24 septembre 1997, par Me Caroline Arene, avocat, auprès du parquet de Paris, du contenu de textes à caractère révisionniste diffusés sur le réseau internet, une enquête a été ordonné par réquisition du 3 octobre 1997, et confiée au SEFTI (service d'enquête sur les fraudes aux technologies de l'information). Cette enquête a révélé la présence, sur un site intitulé "Aaargh", de deux autres textes susceptibles de tomber sous le coup de la loi, dont l'un, sous le titre: "Les visions cornues de

l'holocauste", présenté sous le nom de Robert Faurisson. Le prévenu fait plaider plusieurs moyens de procédure et soutient que le texte ne peut lui être attribué.

La discussion:

Le conseil de Robert F. soutient qu'aucun des faits reprochés à celui-ci n'a eu lieu sur le territoire national, puisque la publication litigieuse s'est faite exclusivement aux Etats Unis, où se trouve situé l'émetteur "Aaargh" sous la responsabilité, d'après les enquêteurs, d'un certain " W M ", et que la possibilité offerte à toute personne résidant en France de se connecter sur le réseau internet ne change rien à cette règle de compétence. La défense conclut donc à l'incompétence territoriale du tribunal de Paris pour connaître de la poursuite.

Sur quoi le tribunal

Selon l'article 113-2 (2ème alinéa) du code pénal, une infraction est réputée commise sur le territoire de la République dès lors qu'un de ses faits constitutifs a eu lieu sur ce territoire. En matière de presse, il est constant que le délit est réputé commis partout où l'écrit a été diffusé, l'émission entendue ou vue.

En l'espèce, dès lors que le texte incriminé, diffusé depuis un site étranger, a été reçu et vu dans le ressort territorial du tribunal de Paris, ainsi qu'il ressort de l'enquête, celui-ci est compétent pour connaître de la poursuite. L'exception d'incompétence sera rejetée.

Sur l'exception de prescription:

Le prévenu fait plaider, d'autre part, que la date figurant dans la prévention comme étant celle de l'infraction (" à compter du 23 juillet 1997 ") ne correspond pas au texte incriminé, et que celui-ci n'ayant pu être daté quant à sa mise en ligne, il doit être considéré comme prescrit.

Sur quoi le tribunal

Il résulte des investigations effectuées, en l'espèce par le service spécialisé du Sefti, que la présence du texte litigieux a été constatée le 31 août 1997 sur le site "Aaargh" du réseau internet, lors d'une recherche réalisée à l'aide d'un moteur de "recherche" "Alta Vista" (D.7 - D.8). Cette date doit donc être considérée comme celle de mise à disposition du public du texte incriminé, et il appartient, le cas échéant, au prévenu, de faire la preuve d'une publication antérieure de ce même texte, sur le même site. Cette preuve n'est pas offerte en l'espèce. Le tribunal constate, par ailleurs, que le réquisitoire introductif mettant en mouvement l'action publique a été pris le 22 octobre 1997, soit moins de trois mois après la publication litigieuse. Par suite la prescription n'est pas acquise et l'exception sera rejetée.

Sur l'imputabilité:

Le prévenu soutient qu'en dépit de l'indication de son patronyme sous le titre du texte litigieux, il n'est pas l'auteur de celui-ci, ni de sa publication. En réponse le Ministère Public fait valoir:

- que le site " Aaargh " est la propriété du prévenu Robert F., qu'il comporte de nombreux documents lui appartenant, certains signés, d'autres non, et notamment les conclusions de son avocat dans des procédures antérieures, ou des jugements le concernant;
- qu'on ne peut techniquement modifier les données figurant sur ces site sans passer par l'intermédiaire de son serveur, soit ABBC.Com , ce qui exclut toute manipulation des messages par des tiers extérieurs;
- qu'alors même qu'il n'ignore plus, depuis sa mise en examen, l'indication de son nom comme auteur du document litigieux, il n'a pris aucune initiative pour le faire disparaître, au point qu'il continue toujours de figurer sur le message diffusé à l'heure actuelle. [**Où l'on voit que le ministère public est occupé par un authentique débile mental**]

Les parties civiles ajoutent que la pensée de Robert F. est parfaitement reconnaissable dans ce document, et que le texte de la page d'accueil du site souligne d'ailleurs le rôle considérable des écrits du Professeur F. dans le développement du révisionnisme.

Sur quoi le tribunal

En l'état de la contestation élevée par le prévenu et en l'absence de toute présomption légale de responsabilité applicable à une publication étrangère, le tribunal doit rechercher, dans les termes du droit commun , les indices d'une éventuelle participation personnelle du prévenu à la commission de l'infraction.

Le tribunal relève:

- que la seule indication du nom de Robert F. comme auteur du texte incriminé , sur le tirage du document diffusé sur le réseau internet le 31 août 1997 , n'est pas suffisante pour affirmer qu'il est responsable de cette publication accessible en France , cette indication ne revêtant aucun caractère d'authenticité ;

- qu'on ne saurait déduire du fond ou de la forme du discours incriminé un rapprochement avec des écrits antérieurs du prévenu , procédé qui relèverait du procès d'intention;
- que la présence sur le site de nombreux documents concernant le prévenu , notamment de pièces relatives à ses procès, ne sont pas davantage de nature à démontrer sa responsabilité, toute personne intéressée pouvant prendre l'initiative de les publier sans autorisation particulière du prévenu ;
- qu'aucune investigation n'ayant été réalisée sur les conditions de fonctionnement du site "Aaargh", sur ses relations avec le serveur ABBC.Com , et sur les contraintes techniques d'accès aux informations, à leur modification ou à leur diffusion, pour des raisons d'ailleurs explicitées par le parquet dans son réquisitoire écrit, il n'est pas possible d'affirmer que ce site est la propriété du prévenu , et que lui seul peut en disposer;
- que l'absence de toute initiative du prévenu pour obtenir la suppression de son nom en tête du texte incriminé ne constitue pas un aveu implicite de culpabilité, bien d'autres mobiles pouvant expliquer l'inaction de l'intéressé.

Aucun élément n'étant de nature à établir avec certitude la participation personnelle du prévenu aux faits incriminés, une relaxe doit être prononcée, sans même qu'il soit nécessaire d'analyser le contenu même du document incriminé.

Par suite, les parties civiles l'Unadif, la Fndir, l' Undivg et la Fondation pour la mémoire de la déportation seront déboutées de leurs demandes. La constitution de partie civile de la Ligue des droits de l'homme est irrecevable, l'objet de cette association n'entrant pas dans les prévisions de l'article 48-2 de la loi du 29 juillet 1881.

La décision

Le tribunal statuant publiquement, en matière correctionnelle, en premier ressort et par jugement contradictoire à l'encontre de Robert Faurisson, prévenu , et après en avoir délibéré conformément à la loi:

Rejette les exceptions tirées de l'incompétence territoriale du Tribunal , et de la prescription de l'action publique.

Relaxe le prévenu Robert F. des fins de la poursuite.

Déclare irrecevable la constitution de partie civile de la Ligue des droits de l'homme.

Déboute les parties civiles l'Unadif , la Fndir , l'Undivg et la Fondation pour la mémoire de la déportation de leurs demandes.

Le tribunal : M. Monfort (Président),

Avocats: Me Marc Lipskier, Caroline Arene et Eric Delcroix.

=====

En ce qui concerne la prescription, le tribunal a jugé que la date de mise à disposition du public était présumée comme celle de la première découverte du texte incriminé, sauf preuve d'une publication antérieure du même texte sur le même site.

La décision du 13 novembre 1998 pêche toutefois sur le terrain de la preuve de l'imputabilité des faits. Faute de présomption de responsabilité, faute encore d'avoir pu recueillir un aveu de paternité, **ou encore la preuve de la propriété du site**, par l'auteur du texte incriminé, le tribunal est conduit à relaxer le prévenu.

De sorte que, paradoxalement, le tribunal, après s'être attribué une compétence universelle, exige, pour entrer en voie de condamnation, **la fourniture d'un système de preuve** le plus souvent quasi impossible à rapporter.

L'impunité sur internet a donc encore de beaux jours devant elle.

Marc LIPSKIER

Avocat au Barreau de Paris, Cabinet Cotty & Associés

Extrait du document incriminé sur l'aaargh à l'adresse suivante:

<http://www.legalis.net/cgi-iddn/french/affiche-jnet.cgi?droite=decisions/illicite_divers/correc_paris_1198.htm>

avec un bandeau rouge barrant la page et disant:

" A titre d'illustration, pour éviter d'avoir à chercher ce genre de prose "

BOURRELLE OUI MAIS VICTIME QUAND MÊME

Antisémitisme, attention: silence

Par Elisabeth Schemla

La cause palestinienne légitime est un masque pour la propagande antijuive hors la loi. Danger!

Il faut paraît-il, se taire. Un silence salvateur qui empêcherait de transporter ici le conflit qui se déroule là-bas. Républicaine, laïque, citoyenne attachée aux valeurs humanistes, j'en suis plus que d'accord. A condition que ce principe soit respecté par tous. Or, il ne l'est pas. Profitant de ce silence consensuel du politique, de l'administratif et du médiatique qui l'enveloppe, tandis qu'on hurle de toutes parts contre Israël, le racisme anti-juif se propage insidieusement dans d'autres populations que la classique extrême droite. Alors, la parole est devoir. Comme elle l'était contre Le Pen: quel démocrate y a trouvé à redire?

Je ne peux accepter bouche cousue qu'en mai, à plusieurs reprises, ma mère de 93 ans ait trouvé dans son jardin au coeur de Paris des petits avions en papier. Elle a d'abord cru à des jeux d'enfants. Puis elle a lu. Ces objets volants aux auteurs non identifiés et aux couleurs de "Royal Air Nazi" portaient des "Hitler avait raison", des croix gammées, et sur le réservoir à kérosène dessiné, frappé de l'étoile jaune, un "Réservoir aux juifs". Le commissariat alerté s'est déclaré impuissant. " Je ne peux pas plus rester muette quand le 3 juin, Radio-Méditerranée -- 88,6 MHz sur la bande FM, théoriquement surveillée par le CSA --, dans sa ligne ouverte aux auditeurs animée par Taoufik Maklouti, s'en est prise violemment à moi-même ainsi à Bernard-Henri Lévy, à Alain Finkielkraut, à Enrico Macias, à Arthur et à Jack Lang. Rien d'innocent puisque ceci était pris dans un torrent de propos incitateurs, justificateurs du dernier attentat de Tel-Aviv -- un "incident" dont le terroriste kamikaze et "son courage" forcent "le respect de l'ensemble des musulmans du monde" --, de propos menaçants à l'égard des juifs de France, promis au même sort que les jeunes "colons" russes de la discothèque s'ils continuent à se rendre en "Palestine occupée", c'est-à-dire en Israël, Etat créé par les Nations-unies.

OUI, l'antisémitisme est à l'oeuvre. En particulier dans les lieux les plus libres de la République, ceux dans lesquels ne pénètrent ni les forces de l'ordre ni les censeurs de racistes: les banlieues, les associations "culturelles" et les universités. Des jumelages avec des villages palestiniens tenus par le Fatah ou le Hamas **dont on connaît la propagande meurtrière et révisionniste** aux colloques et conférences, des rencontres sportives aux festivals du film, la cause palestinienne légitime **est un masque** pour la propagande anti-juive hors la loi.

Il y a quelques jours, dernier en date **des centaines d'incidents sur lesquels il faut faire silence** en attendant sans doute qu'un rabbin soit abattu dans la rue, comme à Zurich la semaine passée, des cocktails Molotov ont été lancés contre la synagogue de Garges-les-Gonesses. Qui en a entendu parler? **Les pouvoirs publics ont des ordres.** Les élus locaux, communistes et verts notamment, alliés sur ce terrain au mouvement d'Alain Krivine, **encouragent pernicieusement** ce genre d'actes. Les islamistes travaillent en toute impunité. Les chaînes diffusées par Arabsat font d'énormes dégâts. Et l'élite de la France se tait.

La paix entre Israéliens et Palestiniens n'est pas pour demain. Les responsables de la nation commettraient donc une faute majeure s'ils continuaient à ne pas traiter la gangrène qui s'empare de certains esprits et **à ne pas sévir pour le respect du droit républicain.** Il faut tirer les leçons et du passé français et de l'erreur de la gauche israélienne. Il n'y a qu'une façon pour un pays d'éviter la violence et la haine, sans se laisser intimider ou peser les voix électorales: les dénoncer et les refuser obstinément.

Marianne ,18-24 juin 2001.

Journaliste, directrice de Culture-Décideurs. Auteur de *Ton rêve est mon cauchemar -- Les six mois qui ont tué la paix au Proche-Orient*, Flammarion, 2001.

QUAND LES ALLEMANDS ÉTAIENT TRÈS OCCUPÉS

Under the British Jackboot

Rape, torture, execution and the horrors of interrogation camps. A new book paints a chilling picture of Germany under British rule in the aftermath of World War II

By Christopher Hudson

Try to imagine Britain occupied by a victorious Germany after World War II. A young boy is executed for displaying a picture of Churchill on his birthday.

Theft carries the death penalty, so does possession of any kind of firearm.

Firing squads are expensive. Hanging wastes time. The Nazi Penal Branch asks permission to use the guillotine, which can carry out six single executions in 14 minutes.

Meanwhile, internment camps have sprung up across the country. Almost 40,000 British civilians and prisoners of war, men and women aged 16-70 have been swept up into these camps and are held without charge or

expectation of a trial. They include not only 'war criminals', profiteers and anti-Nazi agitators, but anyone who 'ridicules, damages or destroys' German culture, along with any persons 'considered dangerous to the Occupation or its objectives', even if they have not committed any offence.

One English mother of four has been imprisoned for a year because she hid in a ditch to snatch a word with her husband who was out on a working party.

Conditions in these camps are brutal. Inmates sleep in their clothes, packed five at a time like sardines on beds constructed from old pieces of wood. There is so little to eat that the majority of them are emaciated. Family visits are restricted to 30 minutes every three months. Internees are frequently kept in dark cellars to prepare them for interrogation. According to a report compiled by a courageous German bishop, they are 'terribly beaten, kicked, and so mishandled that traces can be seen for weeks afterwards.

'The notorious Third Degree methods of using searchlights on victims and exposing them to high temperatures are also applied.' All this really happened -- **but in reverse. It happened in Germany, and we, the British** occupying forces, carried it out.

According to a new book by Patricia Meehan, historian and former BBC TV producer and documentarist who worked in Germany in 1945, the first few years of our Occupation were **tarnished by deeds which would not have seemed out of place in Hitler's Third Reich.**

Besides internment centres and holding camps for returned prisoners of war, there were also secret camps known by the initials DIC -- Direct Interrogation Centres.

One day in February 1947, two of the inmates of No.74 DIC (Bad Nenndorf) were dumped at an Internee Hospital. One patient was skeletal, suffering from frostbite, unable to speak; the other was unconscious, with no discernible pulse -- cold, skeletal and covered in 'thick cakes of dirt; frostbite to arms and legs'. Both men died within hours. A third, who had been arrested on suspicion of drug trafficking, committed suicide while undergoing interrogation. The resulting investigation uncovered horror stories of deprivation amounting to torture. Men were treated for injuries without anaesthetic. One prisoner, after eight days of solitary confinement, was put in an unheated punishment cell in midwinter. Buckets of cold water were thrown into the cell which the prisoner had to mop up with a rag.

His jacket and boots were removed, and he had to stand with bleeding feet for about ten hours in extreme cold on a concrete floor. Finally he had to crawl on hands and knees to interrogation.

The Camp Commandant, Medical Officer and three interrogators were suspended and charged. But charges were dropped or reduced to negligence. All three courts-martial, including the Commandant's, petered out, and the men were allowed to leave the service. True, Bad Nenndorf was an extreme case, which made the headlines. And after fighting Germany in two world wars, it was hardly surprising if there were outbreaks of vindictiveness among British officers who had fought and suffered in them.

Certainly Hitler and Himmler would not have concerned themselves with the legality of such crimes. Nevertheless, the very fact that this barbarism could have gone unnoticed or neglected

by higher authorities for nearly two years is evidence of the chaos which engulfed defeated Germany, upon which no number of bureaucrats and administrators could at first impose order. After Germany surrendered in May 1945, it was divided into sectors, with Russians in the east, Americans in the south, French in the west and the British occupying the northwest, from Bonn to Hamburg.

Millions of Germans were on the roads -- women, children and old people, pushing bicycles, prams and carts, or crowding into cattle wagons, to escape the Red Army which was killing and raping as it advanced, laying waste to millions of homes and driving soldiers and civilians alike back to forced labour in the USSR.

Meanwhile, thousands of Displaced Persons -- Germany's slave labourers from the East -- were roving the countryside, raping and pillaging, driven by hunger and vengeance.

Hatred for the Germans knew no bounds. Thousands of them died in Polish camps. In Czech camps, babies were drowned in latrines while their mothers were made to watch; German doctors were made to crawl and eat human excrement.

Hence the panic-driven migration to the western sectors, where 50 million Germans crowded into territory where 38 million had lived before the war. Britain inherited the most heavily populated zone. Hamburg, the second biggest city after Berlin, lay in ruins. From July 24 to 29, 1943, five RAF raids had created a firestorm which rose two and a half miles above the city. In those five nights, most of Hamburg was destroyed. Some 750,000 people were made homeless, and up to 150,000 killed -- many more than died from air raids in Britain in the whole of World War II. When the occupying forces arrived in Hamburg, they discovered a land of cave-dwellers. Thousands of people were living in windowless concrete air-raid shelters; thousands more crammed into cellars under the rubble or else climbed a ladder into rooms suspended in some teetering ruin, amid falling masonry.

[...] The human response of British servicemen might have been one of sympathy, but by order of the London government, the Commander-in-Chief of the British Zone, Field Marshal Montgomery, was ordered to enforce a strict policy of 'non-fraternisation'.

'You must keep clear of Germans -- man, woman and child -- unless you meet them in the course of duty,' he instructed. 'You must not walk with them or shake hands or visit their homes.' There was to be no smiling, no playing with children; (soldiers were put on a charge for 'permitting children to climb on an Army vehicle').

General Eisenhower, in the U.S. sector, thought this self-defeating -- how were the Allies supposed to influence the Germans if they could not speak to little children?

It took Montgomery three months to persuade London of the sense of this, and it was another three months before the Cabinet cancelled the non-fraternisation order. Relations immediately eased between the conquerors and the conquered, although a system of apartheid remained in place.

British and Germans travelled in separate carriages on the Underground. They did not worship together, or see films together, or sit together to listen to music. Officers' wives attending dances would have to be warned in advance if Germans were present. It was unnatural; more than that, it put a brake on every aspect of administering Germany.

In May 1947 a new instruction was handed down: 'We should behave towards the Germans as the people of one Christian and civilised race towards another whose interests in many ways converge with our own and for whom we no longer have any ill-will.' The trouble was that it had been drummed into British personnel going out to the British Zone that the Germans were a race of pariahs.

In November 1945, the Foreign Office had set out the principles by which Germany should be governed: 'The primary purpose of the JACKBOOT Occupation is destructive and preventive, and our measures of destruction and prevention are only limited by consideration for (1) the security and wellbeing of the forces of Occupation, (2) prevention of unrest among the German people, (3) broad considerations of humanity.' The consequence was that in the early years all Germans were regarded as equally guilty, except by a handful of German specialists.

Ignorance started at the top. The new Prime Minister, Clement Attlee, had not forgotten his time as an infantry officer in the trenches of World War I. He once confided in the late Lord Longford that he had always disliked Germans very much, but that he and his wife had once had a nice German maid.

His Foreign Secretary, Ernest Bevin, explained: 'I try to be fair to them but I 'ates them, really.' Neither of them ever visited the British Occupied Zone.

British attitudes towards Germans had hardened since the pre-war maxim that: 'All Germans are intelligent, honourable and pro-Hitler, but never more than two of these three.' Media hostility played its part.

Several newspaper correspondents in Germany were under tacit instructions not to send back reports which were complimentary to the Germans -- a line which did not really change until the Queen's visit in 1965.

Three factors contributed to the failure of the British administration to get to grips with the situation in the Occupied Zone despite the efforts of the native population to help.

The first was a diktat laid down to the Allies by President Roosevelt that all Nazi party members were to be excluded from public office and from important positions in private enterprise. [...]

The second was that the existence of a genuine opposition to Hitler within Germany, which had culminated in the failed July 1944 plot on his life, had been concealed from the British public for propaganda reasons during the war; it was easier to rally arms against an undivided evil.

Nor did people recall the 20 million Germans who had voted against Hitler in the last election before the war. This left the Zone administrators with no more sophisticated a view of the German people than was provided in a booklet handed out to all new arrivals.

Entitled *The German Character*, it explained how the Germans 'stress fanatical willpower, work and sacrifice' and described their sadism, fatalism and sentimentality, warning that to 'try and be kind or conciliatory will be regarded as weakness'.

Thoughtful British officials might have raised an eyebrow at this, but -- which was the third factor -- recruits to the central administration of the British Zone, known as the Control Commission Germany (CCG), tended not to be of high calibre.

They included demobbed servicemen with nowhere to go, officers who could not find a good job in 'civvy street', and in the words of a Foreign Office memo, 'retired drain-inspectors, unsuccessful businessmen and idle ex-policemen'.

Very few of them could speak German. Encouraged to believe that non-Nazis were as dangerous as Nazis, they kept all Germans at arm's length.

No one could apply for public employment who had not been de-nazified, which meant **they had to fill in a form demanding their record of employment and income, and their memberships of every party, group, club, union or institute since Hitler came to power.**

More than one million of these forms were issued. Checking them became a nightmare for the CCG officials, who knew no German and could not conceive the reality of life under a dictatorship.

Anybody who had not risked death by openly resisting the Nazi authorities became liable to dismissal or even internment. The process meant that Germans with invaluable knowledge and experience were being removed from their posts.

The Germans joked about Hitler's 1,000-year Reich -- 12 years of Nazism and 988 years of de-nazification. The CCG took the point. Soon it was no longer necessary to de-nazify all the typists, only the head typist. Finally, in October 1947, the task was handed over to the German Lander or local government areas, to sort out properly.[...] Meanwhile the CCG regulated matters which even the Nazis had never interfered with. And even songs came under scrutiny in case they had links to the Nazis.

By the end of 1946, the CCG numbered 24,785 personnel, their American opposite numbers merely 5,008. Overmanning brought boredom, drunkenness and corruption to the CCG as well as to servicemen. They were, after all, living in a country where everything could be bartered. German food rations averaged 1,500 calories a day: too much to die on but not enough to live comfortably. Cigarettes were the only viable currency and all sales were black market. Even girls from good families found that they had nothing to offer except

their bodies -- either that or join the 'rubble ladies' who cleared the roads and ruins and emptied basements of half-decomposed corpses. There were three women to every man. In Berlin, by December 1946, half a million women were selling sex for Western goods.

In the British zone, where one cigarette was worth five marks and troops had a free weekly allowance of 50 (plus chocolate and soap), 80 per cent of the girls suffered from VD, and penicillin had to be flown in from Britain.

On the grounds that the standard of morality of German women was so low, the British Army and Government agreed that troops should officially be excused from paying maintenance for any

offspring that they conceived. The Army C-in-C responded to the scandal by organising 'Leadership Courses' and early morning runs.

So much negligence, and so much callousness. But it has to be weighed against the loathing that existed for all things German -- a loathing which was being deepened by revelations of Nazi atrocities.

Newsreel of the death camps had been seen across the Western world. Unlike eastern Europeans, the British in occupied Germany had no bloodlust for revenge. [...]

In June 1948 the three Western allies introduced the new currency, the Deutschmark, thus in a stroke destroying the black market and allowing shopkeepers to put goods on their shelves for sale in real money.

Finally, in July 1951, after six years, came the formal announcement of the end of 'the state of war with Germany'. The Army stayed on, but the Occupation was at an end.

*A quand une histoire de l'occupation française en Allemagne, par exemple **après le première et après** la seconde guerre mondiale?*

Quand racontera-t-on que l'administration française, comme celle des Etats-Unis, recrutait des juifs allemands réfugiés pour les envoyer comme administrateurs locaux? Est-ce que ces messieurs les historiens à la recherche d'un sujet de thèse ne pourraient pas se pencher sur cette terra incognita ?

UN CAS D'UBIQUITÉ

Dans une grosse bibliographie consacrée au Cambodge (World bibliographical Series, vol. 200) parue récemment à Oxford, on dit de Serge Thion "qu'il s'est activé comme un derviche". Il faut croire que la révocation politique l'a relancé comme une comète dans notre petit univers politique. On l'a vu devant la dix-septième chambre expliquer pourquoi il avait traité Deaninckx de romancier de gare et de "pitbull" dans un procès en diffamation, intenté par l'ahuri des poubelles, que Thion a gagné haut la main. L'ahuri n'a pas osé mentionner sa déroute sur son site <amnistia.net> mais il fait appel. Thion a été, paraît-il, repéré en train de sillonner l'Arakan à la recherche des vieux bouddhas pendant que d'autres l'ont vu à Damas, sur le chemin de Saint Paul et du pape, pour parler des liens étroits qui unissent le révisionnisme et le système de justifications que secrète l'entreprise sioniste. On l'a vu à Quneitra, la ville détruite par les nazionistes dans le Golan, lors de leur retrait en 1974, jeter un pierre sur l'Etat d'Israël. On l'a vu également, par la suite, passer un accord de coopération avec Nayef Hawatmeh, le dirigeant du Front démocratique de libération de la Palestine, l'une des principales composantes de l'OLP. Hawatmeh a proposé à Thion de lui fournir la protection nécessaire pour visiter les Territoires occupés. Nous ignorons la réponse que Thion a donnée. On a constaté aussi sa présence sur les étranges lucarnes du continent australien. Il a donné, sur une grande chaîne publique, un avis autorisé sur l'histoire récente du Cambodge. Il vient de donner un avis sur l'attentat de New York. Voir ce-dessous. Peut-être, après tout, eût-il été plus sage de ne pas le révoquer... Au CNRS, là au moins, il était au chand et il se tenait peinard...

YANKI NO

Nous ne sommes pas des Américains

par Serge Thion

Depuis qu'on a inventé l'avion, notre époque sait que la mort et la destruction tombent du ciel. De toutes les armées qui ont combattu à travers le monde depuis un siècle, la plus frileuse, la plus dégonflée a toujours été celle des Etats-Unis d'Amérique. Elle s'est toujours entourée des plus formidables bombardements avant de risquer le prudent orteil sur le champ de bataille. Quel Européen ne se souviendrait de l'effrayante tactique dite du "tapis de bombes" qui déversait la mort aussi bien sur les "amis" que les "ennemis" grâce aux funèbres "forteresses volantes"? Quel Japonais pourrait avoir évacué le souvenir des bombardements incendiaires, oblitérant case par case une carte quadrillées du Grand Tokyo, par l'US Air Force, en 1945, prélude aux apocalypses d'Hiroshima et Nagasaki? Qui avait pu ignorer, en Asie, qu'un demi-million de soldats américains avaient besoin, vers 1968, pour avoir leur café chaud et leur bière fraîche, d'un rideau de bombes, jour et nuit, sur les collines napalmées du Viêt-Nam, un pays qui ne leur avait rien

fait? Quel Cambodgien aurait perdu le souvenir de ces B-52 réduisant en bouillie un homme sur dix dans les villages ravagés? C'est l'apport des Américains à l'art millénaire de la guerre: le bombardement massif, qui rase tout, comme en Irak, comme en Serbie, comme... C'est sans doute cela que Bush et les autres appellent leur "civilisation". Nous l'appelons la sauvagerie des nantis. Rappelez-vous la Guerre du Golfe: 100% de bombardements, 0% de soldats sur le terrain. Malgré les armes sophistiquées, c'est encore le vieux B-52 qui fournissait le meilleur rapport qualité-prix pour le hamburger d'Irakien au sang. On pense à envoyer sur l'Afghanistan ceux qui roulent encore.

Le soldat américain, habitué à se vautrer devant sa télé, préfère le bombardement au combat, ce qui ne facilite pas sa vie le jour où le combat devient inévitable. On a vu avec quelle vitesse il courait se planquer lors de l'offensive du Têt 68 au Viêt-Nam. Des lapins au foie jaune.

Alors, il se trouve que, pour la première fois depuis 1812, l'Amérique, reine du monde, subit un petit bombardement. Inattendu, spectaculaire, principalement symbolique. Il vise le Pentagone (et il dédaigne la Maison blanche). Il écrabouille quelques galonnés, ceux qui, comme par hasard, ordonnent, du fond de leurs fauteuils (*Planning and Logistics*), les bombardement des autres! Les planqués assommés dans leur planque! On comprend que les bombardés aient dansé la carmagnole en apprenant cette bonne nouvelle.

La deuxième cible est l'horrible chose qui s'appelait tout simplement "centre du commerce mondial". C'est une partie de "Wall Street". Il se trouve que, quelques temps auparavant, l'opinion publique mondiale, beaucoup mieux représentée par la nébuleuse des ONG que par les gouvernements corrompus qui s'encanailent à l'ONU, avait exprimé son exécration, d'abord à Seattle, puis à Gênes et finalement à Durban, des ravages causés par la "mondialisation", selon les uns, ou la "globalisation" selon les autres. Elles signifient pour tout le monde chômage, appauvrissement, précarité, délocalisation et surexploitation.

Les gens qui travaillent dans le centre nerveux de cet enfer économique peuvent difficilement être considérés comme des "civils innocents". Ils sont les opérateurs et les régulateurs, aux plus hauts niveaux, de la plus inhumaine des activités qui consiste à extraire des êtres humains une quantité extensible de travail qu'ils transforment et chosifient en profits comptables. S'ils ne sont eux-mêmes que des travailleurs parcellaires au service de l'anonyme capital, ils sont comme les soldats de l'armée impériale, les suceurs de sang des pays pauvres, et ils courent les mêmes risques. Tous les jours, ils écorchent des pauvres pour enrichir des riches. Basta!

Parmi les droit de l'homme, celui qui est le moins souvent invoqué, bien qu'il ait fourni la base théorique de la séparation des "Etats-Unis" du Royaume d'Angleterre, c'est le droit de résister à une oppression injuste. Le droit à l'insurrection devant l'abus commis par le pouvoir a été proclamé par les pères fondateurs de notre monde moderne, eux-mêmes insurgés. Il est la base juridique qui permet aux citoyens américains de posséder des armes.

Par conséquent, ceux qui résistent et s'insurgent contre la domination globale, dans tous les domaines, des Etats-Unis, et contre la domination écrasante et destructrice du grand capital financier, concentré à Wall Street et protégé par le Pentagone, peuvent revêtir leurs actes insurrectionnels du manteau de la plus parfaite légitimité, tirée des droits réels de l'homme dominé, c'est-à-dire de l'homme réel.

Bien évidemment, ces actions violentes provoquent des morts. Nous déplorons ces morts et les souffrances infinies qu'elles provoquent chez les familles qu'elles frappent. Nous pleurerons les morts américains comme nous avons pleuré les morts coréens, massacrés par les bombes américaines; comme nous avons pleuré les millions de morts indochinois, déchiquetés par les bombes américaines; en se souvenant qu'elles continuent encore aujourd'hui à tuer les enfants: comme nous pleurons les morts de Panama, tués par les avions américains; comme nous pleurons les centaines de milliers de morts irakiens, tués par l'embargo et les bombardement anglo-américains; comme nous pleurons aussi les morts yougoslave, laminés par les avions otaniques, payés et dirigés par les futurs morts du Pentagone.

Mais cela ne donne aucunement le droit à des laquais de plume et à des politiciens en baisse de proclamer que "nous sommes tous des Américains". Ni les Kurdes, ni les Soudanais, ni les Libyens, ni les Serbes, ni les Français, ni tous les autres, ne sont américains; ils ne se reconnaissent pas dans le lamentable cirque du jeu politique américain; ils ne monopolisent pas les ressources consommables de la planète. Il ne veulent pas dominer qui que ce soit ni, d'ailleurs, être dominés par qui que ce soit.

Cette honteuse affirmation démagogique s'inscrit dans une vague de récupération idéologique plus haute que les tours de Manhattan. L'usage soudain, éreintant, morbide de la solidarité totale, convulsive avec nos maîtres américains, frappés dans les signes de l'empire, a été l'un des spectacles les plus répugnants de l'année. La compassion avec les victimes, oui, elle coule de source. Mais elle ne saurait s'étendre au pouvoir qui cherche à dominer le monde. L'Amérique a reçu la monnaie de sa pièce, toute petite monnaie pour une très grosse pièce. Cette punition tombée du ciel a été douce aux centaines de millions de victimes de cette Amérique inhumaine, mécanique, ordonnatrice de la terreur qui maintient en place ses protégés un peu partout.

On veut maintenant lancer la chasse aux "islamistes", terme que son aspect vague rend propice à tous les usages et qui remplace avantageusement les "communistes" d'antan.

L'Amérique avait pourtant nourri ces "islamistes" quand ils pouvaient affaiblir l'Union soviétique. Les USA vont maintenant se modeler sur la pratique israélienne en matière de tuerie. Sachant ce que l'on doit savoir, on doit souhaiter que les Américains envahissent l'Afghanistan. Ils pourraient y recevoir des leçons essentielles.

La fascisation du monde va faire un grand pas en avant, avec la bénédiction de l'Europe sociale-démocrate. Le gouvernement conservateur de Madrid a dit: "Nous ne participerons à aucune guerre". Pourquoi le nôtre ne pourrait-il pas dire la même chose?

A cet accroissement prévisible des oppressions les hommes libres répondront par une solidarité augmentée entre tous ceux qui se reconnaissent un devoir de résistance.

Serge Thion

ex-chercheur, révoqué politique.

15 septembre 2001.

LIMONOV & NATBOL PARTY

The Ministry of Justice asked the Moscow Regional Court to "evaluate" the ban of the "National-Bolshevik Party" headed by eccentric writer Eduard Limonov, ITAR-TASS reported on 20 August. The special squad of FSB **arrested Limonov last April during an alleged attempt** by him to buy a large cache of automatic weapons and explosives. However, Limonov who now is in custody in the FSB prison **Lefortovo**, said through his lawyer that his own arrest as well as the persecution of his followers is an FSB vendetta for the publication of sharply **critical articles** about President Putin and Oleg Deripaska, an oligarch who is close to him.

Il est vrai que son journal s'appelle "La grenade", Limonka, et qu'il ne désigne pas un fruit anodin. Voir le site de son canard (en russe) <<http://www.geocities.com/CapitolHill/Parliament/5336>> qui ne semble pas avoir de nouveau numéro depuis plusieurs mois.

Limonov est un rouge brun, ou "national-bolchevik" qui a longtemps vécu à Paris et collaboré à L'Idiot international de feu Jean-Edern Hallier. Tous les lecteurs se souviennent de ces hilarantes contributions. Une coopération avait été établie entre lui, son journal et une délégation de révisionnistes français de passage à Moscou en 2000, trop heureuse de tomber enfin sur un authentique "brun-rouge", beaucoup plus rouge que brun, il faut bien dire, mais on fait avec ce qu'on a.

Nous appelons nos amis à exiger sa sortie de prison, qui résulte évidemment d'une provocation grotesque de l'ex-KGB.

IRVING COULE PAVILLON HAUT

Un anti-révisionniste professionnel (on en trouve quelques palanquées sur le Web) commente l'échec de l'appel d'Irving:

"Details of the trial and the two subsequent failed attempts to appeal were made public and appear on various web sites. Less known was the surprising withdrawal of affidavits requested by Mr. Irving and extended in his favor.

Having prepared some of the evidentiary material that would be used to counter the affidavits, and having been present in the court during the second hearing and the subsequent judgement gave me an opportunity to write a brief commentary that I have entitled

"Affidavit Given by Mrs. Zoe Polanska Palmer: A Comparative Analysis."

The brief essay with supporting documents can be seen on my web site at: <<http://www.mazal.org>>

Harry W. Mazal OBE

On trouvera le texte du jugement et des verdicts d'appel sur <<http://www.hdot.org/>>

MONDIALISATION DE LA FLICAILLE

Genoa Police Unit Trained by U.S. Sheriffs

ROME (Reuters) -- An elite Italian police unit which carried out a bloody raid against protesters at a Group of Eight summit in Genoa (1) was trained by U.S. police chiefs, an Italian newspaper reported Tuesday.

For four months, 70 specially selected officers were trained by two Los Angeles police sheriffs. A larger number of police also received a week-long training course from the Americans, according to the Communist daily *Liberazione*.

7 August 2001

ROUMANIE SOUS CONTROLE

Anti-Semitic book banned in Romania

Iasi, Romania -- Romanian authorities on Monday banned the sale of a book of anti-Semitic and **revisionist articles** by a far-right parliamentary deputy, who could face prosecution over the publication. The book, called *The Nationalist* and with headings such as "What Holocaust?" has been published in the northeastern town of Iasi. But the region's prefect, or local government head, said it will be banned. "So long as I am prefect, I will not allow such a book to be sold in the bookshops of Iasi," said Corneliu Rusu-Banu.

A first print-run of 1,000 copies **has already been published**, on sale mostly in Iasi, but a second edition of 10,000 is due to go on sale next month, according to its author Vlad Hogeia, a deputy for the far-right opposition Romania Mare (PRM) party. The book, including chapter headings such as "These Jews who run our lives" and "The Jews' Inferiority Complex," is a collection of articles by Hogeia published in his party's weekly newspaper. The book's cover claims to have the backing of the Iasi branch of the Romanian national Academy, and of a European historical centre based in the town, but the academy denied having approved the publication. Information Minister Vasile Dincu condemned the publication, as did the national federation of Jewish communities, while prosecutors have announced they are investigating the matter.

Agence France Presse, 27 août 2001

KREIDERKREIS

Berne -- Les 17 Turcs poursuivis à Berne pour avoir nié et tenté de justifier le génocide arménien dans une pétition déposée au Parlement fédéral en 1996 pourraient bien être acquittés. Le ministère public bernois et la défense ont demandé le non-lieu, estimant que les prévenus n'avaient pas agi dans une volonté de discrimination. L'ambassade de Turquie à Berne a par ailleurs démenti avoir fait pression sur le juge chargé de statuer. Le verdict est attendu pour le 14 septembre.

Ce procès est une première pour la justice suisse qui n'a jusqu'ici jamais eu à se prononcer sur la négation d'un génocide autre que l'Holocauste. (la presse suisse).

Cette affaire vient encore des Arméniens qui ont tenté de faire un chantage sur le parlement helvétique pour satisfaire à leur ambition d'avoir été génocidés. On relèvera que déjà dans les années 20 les Arméniens avaient tenté d'imposer l'idée qu'ils avaient été victimes d'une volonté d'extermination gouvernementale devant un tribunal de Zurich où ils ont produit les télégrammes du premier ministre, Talaat Pasha qui semblaient conforter cette thèse. Quand il fut démontré que ces télégrammes là étaient des faux, ils disparurent de la circulation et on ne les a pas revus depuis. Mais, bien qu'entrés dans l'invisibilité, ils continuent de former la base documentaire décisive de la thèse arménienne.

OBJECTIVEMENT SUPRÊME TRAGIQUE

Abusing the Holocaust

David J. Forman

Lucy Dawidowicz, the late Holocaust historian, recalled that one day she received a phone call from a young man affiliated with Larry King's American national talk-radio program. **She was asked if she would be prepared to debate Robert Faurisson, a well-known anti-Semite who denies that Jews were killed in the Holocaust.** Dawidowicz replied that Faurisson should not be provided a platform for his virulent anti-Semitism.

The young man, puzzled, approached Dawidowicz again. What was the matter with discussing "controversial" matters on the radio? Dawidowicz asked the young man if he "thought that the murder of European Jews was a 'controversial' matter?" Had it not been established as a historical fact? "I don't know," he answered, "I wasn't around at the time. I am only 30 years old!"

Far more problematic than such a lapse in historical awareness is **the perversion of the Holocaust to such an extent that it is turned against the Jews**, as was the case at the United Nations Conference on Racism, and as articulated by the UN Secretary-General Kofi Annan in his brutal statement that the Holocaust does not give the right to Israelis (read: Jews) to carry out **another Holocaust against the Palestinians**. (Please spare me from the hypocrisy of the African nations which have been committing genocide against each other for years.)

It is not enough that the Louis Farrakhans and the David Irvings of this world spew forth their virulent anti-Semitism by either **denying the Holocaust** or belittling it, now we have political figures such as Annan leading the fray. Annan, the Finnish foreign minister, and all the Muslim countries have promulgated the disgusting notion that **we Israelis are the new Nazis**, and the Palestinians the new Jews.

This sort of transference is nothing less than abhorrent. (Not to mention that we are no match for the Arab brutality against each other: Jordan killing 20,000 Palestinians in one week, or Syria killing 5,000 Christians in two days!) But such transference has received its "respectable" cover for years, even in the United States, through a more subtle, **but equally distorted interpretation of the Holocaust** -- and that is the universalization of the tragedy.

In the late 1960s, during the height of the Vietnam War, a number of plays appeared on Broadway by such notable playwrights as Arthur Miller, Peter Weiss and Robert Shaw. In each play, the writer used the Holocaust to illustrate man's inhumanity to man. During the 1960s, the Holocaust became equal to the napalming of the Vietnamese countryside, persecution against Blacks, Communist baiting, and yes, suppression of Arabs by Israelis. Shaw himself wrote in 1968: "I see Auschwitz as a universal instrument that could have been used by anyone. For that matter, the Jews could have been on the side of the Nazis." [...]

Any theme that holds that "things equal to the same thing are equal to each other" is pure nonsense. If everyone is guilty, then no one is guilty. Such a universal claim perverts any meaningful understanding of the Holocaust and **denies the Jewish people** a measure of exclusivity in its suffering for the evils of the Nazis and the silence of the world. Such was the case with the exaggerated comparison between Iraqi President Saddam Hussein and Hitler that US president George Bush Sr. made during the Gulf War.

Few times in history has a single event elicited such diverse public attitudes as has the wanton slaughter of more than six million Jews, as so sickeningly displayed at the UN Conference. The murder of the six million cannot be wholly accounted for either in terms of passion or of madness or of overwhelming and irresistible social forces. But one thing is certain, the Holocaust is an event of such magnitude that its wounds can never be healed.

The best we can do is to never let it fade from our consciousness, and most definitely, never let it be abused beyond recognition. [...bla bla...]

(The writer is the spokesman for the Rabbis for Human Rights group.) *The Jerusalem Post*, 11 sept. 2001

<<http://www.jpost.com/Editions/2001/09/11/Opinion/Opinion.34527.html>>

LE PUTANAT ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

On a vu, sur les écrans, au moment de Durban, un spectacle particulièrement répugnant: un Arabe de service, successeur des pantins de l'Elysée Harlem Désir et du Sénégalais joufflu dont on a oublié le nom, un certain Malek Boutih venir défendre le sionisme et critiquer les ONG d'une manière qui aurait fait dégueuler un régiment de rats. Le salaire de ce Judas hystérique n'allait pas tarder à tomber. On apprend en effet que "le président de SOS Racisme intègre le groupe Orbus: Le groupe Orbus, opérateur du réseau Skyrock et de la radio Chante France présidé par Pierre Bellanger, annonce le recrutement de Malek Boutih, président de SOS Racisme, en tant que directeur des relations institutionnelles. Malek Boutih soutient Skyrock dans le bras de fer qui oppose la station au CSA, après une mise en demeure par l'instance de régulation en mai dernier." Question: qui va le plus loin dans le putanisme, Boutih ou Bellanger?

MON GÉNOCIDE EST PLUS GROS QUE LE TIEN (suite)

The Canadian Holocaust: The Untold Story of the Genocide of Aboriginal Peoples by Church and State in Canada, a full report on torture and medical experimentation of Aboriginal children in residential schools:

<<http://annett55.tripod.com/>><http://annett55.tripod.com/>>

LES TICS SOCIALISTES

Sur le forum du PS le conducator annonce sans détour aux intervenants avoir censuré des messages et ajoute:

"Nous vous rappelons que tous les messages qui comportent un lien avec un autre site sont supprimés. Sous prétexte d'information, ne liez pas vers des sites que nous pourrions considérer en opposition avec la notice ou l'éthique de ce forum."

MÂNES D'ORWELL, AVEC NOUS !!!

Big Brother Awards 2001 - Appel à soumission des «candidatures»

L'équipe des Big Brother Awards France prépare l'édition 2001 de cette initiative et invite le public à y participer. [...] Rappelons que peut être nommée à un Big Brother Award toute institution ou personne, physique ou morale, s'étant distinguée par son mépris du droit fondamental à la protection de la sphère privée ou par sa promotion de la surveillance et du contrôle de personnes ou groupes de personnes. Les nominés doivent être domiciliés en France ou agir depuis la France.

Chacun et chacune peut proposer des candidats aux Big Brother Awards. Afin que soit rendue possible l'évaluation des atteintes ou attaques en question, toute proposition doit être faite par écrit. [...]

Les propositions doivent être adressées à: <bigbrotherawards@internatif.org>.

Selon l'ampleur des soumissions, un forum public pourra être mise en place pour que chacun rende public son ou ses candidat(s) sans attendre la moindre appréciation du jury. Le site des BBA-France sera mis à jour pour tenir compte de ces éventuelles modifications.

L'équipe des BBA France 2001

<<http://www.bigbrotherawards.eu.org/>>

Le Grand Frère fait recette

Présentation de BigBrotherS :

BigBrotherS, c'est Big Brother avec un 'S'.

Parce que lorsque George Orwell a écrit "1984", on pensait que seul un Etat omni-présent aurait le pouvoir de s'introduire dans notre vie privée. Or, aujourd'hui, l'avènement des technologies de l'Information (Informatique, Telephonie, Internet...) permet non seulement à un "Big Brother" étatique d'exister, mais aussi à d'autres BigBrotherS de nous surveiller et nous fichier pour des raisons qui leur sont propres (commerce électronique...).

Cette liste est destinée à alimenter les débats à propos de ces dangers, ainsi que des moyens permettant de s'en prévenir. Tous les abonnés peuvent y poster leurs contributions.

Pour s'abonner àBigbrotherS, envoyer un message à l'adresse : <bigbrothers-subscribe@clifti.org>

Collectif pour les libertés Individuelles Face aux Technologies de l'Information,
<<http://www.clifti.org>>

LE RÉVISIONNISME FAIT RECULER WASHINGTON

Neuf jours avant la Claque de New York et les grotesques pérégrinations de Bush junior, dit le lapin du Nebraska, dans les bunkers des bases aériennes, son Secrétaire d'Etat Colin Powell avait déjà replié en catastrophe son dispositif diplomatique de Durban. Pour des raisons inconnues, l'US Air Force n'a pas bombardé Durban. C'est vrai qu'on n'avait pas prévu les porte-avions.

U.S. DEPARTMENT OF STATE

Office of the Spokesman

For Immediate Release

September 3, 2001

2001/672

STATEMENT BY SECRETARY OF STATE COLIN L. POWELL

Today I have instructed our representatives at the World Conference Against Racism to return home. I have taken this decision with regret, because of the importance of the international fight against racism and the contribution that the Conference could have made to it. But, following discussions today by our team in Durban and others who are working for a successful conference, I am convinced that will not be possible. I know that you do not combat racism by **conferences that produce declarations containing hateful language**, some of which is a throwback to the days of "Zionism equals racism"; or **supports the idea that we have made too much of the Holocaust**; or suggests that apartheid exists in Israel; or that singles out only one country in the world, Israel, for censure and abuse. [...]

ON DEMANDE VRP

La firme britannique Omnitron <detekta-gas@omnitron.co.uk> demande à <aaarghinternational@hotmail.com>, Subject: gas detector, Date: Thu, 6 Sep 2001 15:52:01 +0100:

Nous cherchons des distributeurs pour nos nouveaux détecteurs de gaz.

On se demande pourquoi ils s'adressent à nous. On les a renvoyés vers le CRIF.

"J'AI MAL VERS L'AINE" (B. Lapointe)

Gérard B., probablement originaire de Constantine, veut aussi nous écrire:

gerard benhaim" <benhaim.gerard@free.fr>

To: <aaarghinternational@hotmail.com> Mon, 3 Sep 2001 14:32:40 +0200

Je suis tombé par hasard sur votre site. Je savais qu'il existait des gens de votre espèce mais je ne pensais pas que la haine viscérale puisse à ce point éliminer toute trace d'objectivité et d'intelligence pure et simple.

Vous finirez vos jours en vous tordant les tripes de haine mais le Peuple Juif, serein, fort et fier de lui, vous survivra... Vous apparaissez comme le roquet haineux qu'un coup de pied renvoie d'où il vient, c'est-à-dire dans le camp des aigris et surtout des ratés !...

Finalement c'est tout ce que vous êtes, un RATE.

Adieu, pauvre merde !...

Si c'est nous la haine, lui c'est quoi ?

L'ÉDUCATION NATIONALE, NOUVEAU KGB ?

Dans la série surveillance partout et restrictions des libertés civiles pour tous, une enseignante de terminale dans l'académie de Créteil nous apprend qu'on a demandé aux prof, après les attentats américains, de signaler "toutes les réactions des élèves " à l'inspection académique. D'après plusieurs élèves, certains profs obligent les élèves à dire ce qu'ils pensent de la Claque de New York, d'une manière tellement insistante qu'on se demande si ce n'est pas pour aller cafarder. Certains profs ont une vocation rentrée de flic, tout le monde le sait.

CRAC BOUM HUE

Dans un langage nouveau, une novlangue dérivée d'*Orange mécanique*, voici un texte gaucho qui peut prêter à réflexion:

Je rends publique une version très peu modifiée qui paraît jeudi prochain 26 septembre dans *L'Humanité*, le quotidien communiste (???) français. Il y a eu en effet à la fête de *L'Humanité* un débat sur la question du terrorisme et il est important en France d'ouvrir une discussion publique.

Apocalypse New York, après Gênes

Yann Moulier Boutang

Il s'était déjà produit après Gênes un intense débat. Depuis Prague, Québec et Göteborg, les rassemblements massifs anti-G8 se heurtent à un raidissement croissant des Etats qui militarisent les conditions d'expression d'un refus de la mondialisation. Avec le résultat qu'on sait : un mort. Comment faire face à ce chantage qu'on retrouve en Kabylie par exemple, et bien plus violent, autrement que par une "militarisation" du combat politique, symétrique et catastrophique dans ses effets ? Mais le débat sur Gênes se trouve singulièrement surdéterminé par l'apocalypse New York. Si la réponse militaire est absurde et ne reflète absolument pas la composition des Multitudes qui, à Seattle, au Chiapas ont su précisément allier la volonté ferme, et l'intelligence, c'est aussi parce que borner l'analyse des transformations du capitalisme néo-libéral à une militarisation du pouvoir impérial manque singulièrement de subtilité. A moins de développer l'idée très paranoïaque que les Etats-Unis, mandataires de la puissance impériale, ne montent le spectacle du terrorisme à l'échelle mondiale pour justifier une répression militaire et une gestion anti-terroriste contre le mouvement naissant, il faut considérer au vu de la guerre simulée réellement, de l'hyper terrorisme contre la super-puissance, qu'il y a à l'oeuvre une autre structure. Laquelle ? La reprise de la formation d'un mouvement mondial 1995 à Seattle perturbe totalement le scénario néo-libéral d'une absorption linéaire des deuxièmes et troisièmes mondes après la disparition du socialisme réel comme alternative globale à la globalisation.

L'anti-globalisation capitaliste s'est développée à une très grande vitesse dans une absence totale d'alternative idéologique et dirais-je charnelle, au sens d'un corps sans organe (donc impossible à terrasser par la destruction chirurgicale d'un organe vital). Le non à la globalisation dispose avec la rationalité écologique d'une esquisse de contre-projet sérieuse mais elle est encore balbutiante et sans force politique à la hauteur du défi).

Il en résulte une situation périlleuse qui s'était déjà produite à l'échelle italienne et européenne vers la fin des années soixante-dix. Dangereuse, car si le mouvement est capable de casser l'embrayage des changements de vitesse que le nouveau capitalisme voudrait imposer, il n'arrive pas encore à embrayer sur l'augmentation de la puissance constituante d'une autre mondialisation. La propulsion du mouvement continue à gagner en extension, en capacité d'atteindre durement les objectifs stratégiques du capitalisme cognitif (en particulier sur ses exigences de nouvelles clôtures comme le montre la victoire des pays du Sud sur l'affaire des médicaments génériques) mais la violence du pouvoir cherche à l'aspirer comme un attracteur pour le placer sur un terrain où il pourrait être battu. J'appelle un attracteur la réduction de la notion de pouvoir impérial à un ressasé de la thèse de la superpuissance impérialiste américaine, la mesure de la radicalité ou de la puissance du mouvement à sa capacité de répondre au pouvoir global capitaliste.

Ce sont ces phases où la surdétermination terroriste intervient presque systématiquement. Chaque fois que le mouvement exprime la puissance potentielle de la multitude, et le virtuel est le miroir de ce futur, le chantage à l'expression du pouvoir immédiat, intervient et repousse dans les limbes cette actualisation de la puissance multiple.

Apocalypse New York enregistre la formidable poussée contestatrice de la puissance impériale d'une façon catastrophique (comme dans les films d'Hollywood qui se sont trouvés réalisés en direct) et complètement détournée au sens où les Palestiniens y deviennent des Talibans. La contestation de la mondialisation qui exècre le World Trade Center et le Pentagone (le marché et le sabre) se trouve sommée d'adhérer à ce passage à l'acte de la destruction.

La catastrophe la plus sérieuse de ne tient pas seulement aux conséquences que le terrorisme promu à l'échelle étatico-impériale aura en termes de répression "militaire" des mouvements contestataires écrasés entre la soumission au consensus anti-terroriste (se repentir, se démarquer, livrer) et le basculement du côté de la rébellion absolue, démoniaque et démonisée. Donc

concrètement, une diminution ou un rétrécissement des espaces de liberté que le mouvement avait recommencé à conquérir après les "années d'hiver" comme les appelait Félix Guattari. Elle tient surtout à cette projection au plus haut niveau, à ce défi piégé où l'on ne peut plus dire, comme à Gênes, que seule la police crée la provocation. Apocalypse New York s'avère ainsi une puissante surdétermination sur Gênes. C'est un appel (d'offre) sur tous les Black Blocks radicaux au Sud comme au Nord et entre les deux. Que pèse la taxe Tobin face à la tentation d'en finir physiquement avec le quartier général symbole du capitalisme mondialisateur et son bras armé et gendarme du monde. Dans les deux cas, la comparaison est fautive car le World Trade Center et le Pentagone sont beaucoup plus que des symboles, sans être pour autant le quartier général effectif du capitalisme mondial qui est surtout sans divisions et carrément abstrait, insaisissable.

La vraie provocation au regard de quoi les agissements de la police, de l'Etat italien ne sont que de dérisoires gesticulations, c'est cette surdétermination. C'est un virus beaucoup plus redoutable qui entend cloner le mouvement anti-mondialisation, refaire des multitudes, des "peuples". Et bientôt nous aurons des manifestations contre les bombardements de Kaboul.

Alors à cette situation radicalement nouvelle, nous ne pouvons pas nous contenter des vieilles rengaines sur la provocation et la manipulation. Quelle politique pour les multitudes dans un décor mi-cartoon, mi-réalité (avec des effets spéciaux, une superproduction digne de Star-War et de l'Empire Romain et de vrais morts) ? Voilà la question.

<http://listes.samizdat.net/wws/arc/multitudes-infos>

US GOING HOME

Interviewing Chomsky

Why do you think these attacks happened?

To answer the question we must first identify the perpetrators of the crimes. It is generally assumed, plausibly, that their origin is the Middle East region, and that the attacks probably trace back to the Osama Bin Laden network, a widespread and complex organization, doubtless inspired by Bin Laden but not necessarily acting under his control. Let us assume that this is true. Then to answer your question a sensible person would try to ascertain Bin Laden's views, and the sentiments of the large reservoir of supporters he has throughout the region. About all of this, we have a great deal of information. Bin Laden has been interviewed extensively over the years by highly reliable Middle East specialists, notably the most eminent correspondent in the region, Robert Fisk (London *Independent*), who has intimate knowledge of the entire region and direct experience over decades. A Saudi Arabian millionaire, Bin Laden became a militant Islamic leader in the war to drive the Russians out of Afghanistan. He was one of the many religious fundamentalist extremists recruited, armed, and financed by the CIA and their allies in Pakistani intelligence to cause maximal harm to the Russians -- quite possibly delaying their withdrawal, many analysts suspect -- though whether he personally happened to have direct contact with the CIA is unclear, and not particularly important. Not surprisingly, the CIA preferred the most fanatic and cruel fighters they could mobilize. The end result was to "destroy a moderate regime and create a fanatical one, from groups recklessly financed by the Americans" (London *Times* correspondent Simon Jenkins, also a specialist on the region). These "Afghanis" as they are called (many, like Bin Laden, not from Afghanistan) carried out terror operations across the border in Russia, but they terminated these after Russia withdrew. Their war was not against Russia, which they despise, but against the Russian occupation and Russia's crimes against Muslims.

The "Afghanis" did not terminate their activities, however. They joined Bosnian Muslim forces in the Balkan Wars; the US did not object, just as it tolerated Iranian support for them, for complex reasons that we need not pursue here, apart from noting that concern for the grim fate of the Bosnians was not prominent among them. The "Afghanis" are also fighting the Russians in Chechnya, and, quite possibly, are involved in carrying out terrorist attacks in Moscow and elsewhere in Russian territory. Bin Laden and his "Afghanis" turned against the US in 1990 when they established permanent bases in Saudi Arabia -- from his point of view, a counterpart to the Russian occupation of Afghanistan, but far more significant because of Saudi Arabia's special status as the guardian of the holiest shrines.

Bin Laden is also bitterly opposed to the corrupt and repressive regimes of the region, which he regards as "un-Islamic," including the Saudi Arabian regime, the most extreme Islamic fundamentalist regime in the world, apart from the Taliban, and a close US ally since its origins.

Bin Laden despises the US for its support of these regimes. Like others in the region, he is also outraged by long-standing US support for Israel's brutal military occupation, now in its 35th year: Washington's decisive diplomatic, military, and economic intervention in support of the killings, the harsh and destructive siege over many years, the daily humiliation to which Palestinians are subjected, the expanding settlements designed to break the occupied territories into Bantustan-like cantons and take control of the resources, the gross violation of the Geneva Conventions, and other actions that are recognized as crimes throughout most of the world, apart from the US, which has prime responsibility for them. And like others, he contrasts Washington's dedicated support for these crimes with the decade-long US-British assault against the civilian population of Iraq, which has devastated the society and caused hundreds of thousands of deaths while strengthening Saddam Hussein -- who was a favored friend and ally of the US and Britain right through his worst atrocities, including the gassing of the Kurds, as people of the region also remember well, even if Westerners prefer to forget the facts. These sentiments are very widely shared. *The Wall Street Journal* (Sept. 14) published a survey of opinions of wealthy and privileged Muslims in the Gulf region (bankers, professionals, businessmen with close links to the U.S.). They expressed much the same views: resentment of the U.S. policies of supporting Israeli crimes and blocking the international consensus on a diplomatic settlement for many years while devastating Iraqi civilian society, supporting harsh and repressive anti-democratic regimes throughout the region, and imposing barriers against economic development by "propping up oppressive regimes." Among the great majority of people suffering deep poverty and oppression, similar sentiments are far more bitter, and are the source of the fury and despair that has led to suicide bombings, as commonly understood by those who are interested in the facts.

The U.S., and much of the West, prefers a more comforting story. To quote the lead analysis in *The New York Times* (Sept. 16), the perpetrators acted out of "hatred for the values cherished in the West as freedom, tolerance, prosperity, religious pluralism and universal suffrage." U.S. actions are irrelevant, and therefore need not even be mentioned (Serge Schmemmann). This is a convenient picture, and the general stance is not unfamiliar in intellectual history; in fact, it is close to the norm. It happens to be completely at variance with everything we know, but has all the merits of self-adulation and uncritical support for power. It is also widely recognized that Bin Laden and others like him are praying for "a great assault on Muslim states," which will cause "fanatics to flock to his cause" (Jenkins, and many others.). That too is familiar. The escalating cycle of violence is typically welcomed by the harshest and most brutal elements on both sides, a fact evident enough from the recent history of the Balkans, to cite only one of many cases.

What consequences will they have on US inner policy and to the American self reception?

US policy has already been officially announced. The world is being offered a "stark choice": join us, or "face the certain prospect of death and destruction." Congress has authorized the use of force against any individuals or countries the President determines to be involved in the attacks, a doctrine that every supporter regards as ultra-criminal. That is easily demonstrated. Simply ask how the same people would have reacted if Nicaragua had adopted this doctrine after the U.S. had rejected the orders of the World Court to terminate its "unlawful use of force" against Nicaragua and had vetoed a Security Council resolution calling on all states to observe international law. And that terrorist attack was far more severe and destructive even than this atrocity.

As for how these matters are perceived here, that is far more complex. One should bear in mind that the media and the intellectual elites generally have their particular agendas. Furthermore, the answer to this question is, in significant measure, a matter of decision: as in many other cases, with sufficient dedication and energy, efforts to stimulate fanaticism, blind hatred, and submission to authority can be reversed. We all know that very well.

Do you expect U.S. to profoundly change their policy to the rest of the world?

The initial response was to call for intensifying the policies that led to the fury and resentment that provides the background of support for the terrorist attack, and to pursue more intensively the agenda of the most hard line elements of the leadership: increased militarization, domestic regimentation, attack on social programs. That is all to be expected. Again, terror attacks, and the escalating cycle of violence they often engender, tend to reinforce the authority and prestige

of the most harsh and repressive elements of a society. But there is nothing inevitable about submission to this course.

After the first shock, came fear of what the U.S. answer is going to be. Are you afraid, too?

Every sane person should be afraid of the likely reaction -- the one that has already been announced, the one that probably answers Bin Laden's prayers. It is highly likely to escalate the cycle of violence, in the familiar way, but in this case on a far greater scale.

The U.S. has already demanded that Pakistan terminate the food and other supplies that are keeping at least some of the starving and suffering people of Afghanistan alive. If that demand is implemented, unknown numbers of people who have not the remotest connection to terrorism will die, possibly millions. Let me repeat: the U.S. has demanded that Pakistan kill possibly millions of people who are themselves victims of the Taliban. This has nothing to do even with revenge. It is at a far lower moral level even than that. The significance is heightened by the fact that this is mentioned in passing, with no comment, and probably will hardly be noticed. We can learn a great deal about the moral level of the reigning intellectual culture of the West by observing the reaction to this demand. I think we can be reasonably confident that if the American population had the slightest idea of what is being done in their name, they would be utterly appalled. It would be instructive to seek historical precedents. If Pakistan does not agree to this and other U.S. demands, it may come under direct attack as well -- with unknown consequences. If Pakistan does submit to U.S. demands, it is not impossible that the government will be overthrown by forces much like the Taliban -- who in this case will have nuclear weapons. That could have an effect throughout the region, including the oil producing states. At this point we are considering the possibility of a war that may destroy much of human society.

Even without pursuing such possibilities, the likelihood is that an attack on Afghans will have pretty much the effect that most analysts expect: it will enlist great numbers of others to support of Bin Laden, as he hopes. Even if he is killed, it will make little difference. His voice will be heard on cassettes that are distributed throughout the Islamic world, and he is likely to be revered as a martyr, inspiring others. It is worth bearing in mind that one suicide bombing -- a truck driven into a U.S. military base -- drove the world's major military force out of Lebanon 20 years ago. The opportunities for such attacks are endless. And suicide attacks are very hard to prevent.

"The world will never be the same after 11.09.01". Do you think so?

The horrendous terrorist attacks on Tuesday are something quite new in world affairs, not in their scale and character, but in the target. For the US, this is the first time since the War of 1812 that its national territory has been under attack, even threat. Its colonies have been attacked, but not the national territory itself. During these years the US virtually exterminated the indigenous population, conquered half of Mexico, intervened violently in the surrounding region, conquered Hawaii and the Philippines (killing hundreds of thousands of Filipinos), and in the past half century particularly, extended its resort to force throughout much of the world. The number of victims is colossal. For the first time, the guns have been directed the other way. The same is true, even more dramatically, of Europe. Europe has suffered murderous destruction, but from internal wars, meanwhile conquering much of the world with extreme brutality. It has not been under attack by its victims outside, with rare exceptions (the IRA in England, for example). It is therefore natural that NATO should rally to the support of the US; hundreds of years of imperial violence have an enormous impact on the intellectual and moral culture.

It is correct to say that this is a novel event in world history, not because of the scale of the atrocity -- regrettably -- but because of the target. How the West chooses to react is a matter of supreme importance. If the rich and powerful choose to keep to their traditions of hundreds of years and resort to extreme violence, they will contribute to the escalation of a cycle of violence, in a familiar dynamic, with long-term consequences that could be awesome. Of course, that is by no means inevitable. An aroused public within the more free and democratic societies can direct policies towards a much more humane and honorable course.

Radio B92, Belgrade, Tue, 18 Sep 2001.

SOUVENIR ANNIVERSAIRE

16 septembre 1982:

Début du massacre de Sabra et Chatila. Là commence le chemin qui mène au World Trade Center. Le chef des bouchers s'appelait Arik Sharon.

ZOLO JUSQU'À LA SEPTIÈME GÉNÉRATION

In conjunction with the conference *Chicago 2002: Living the Legacy* (A Gathering of Descendants of the Shoah and their Families; June 30-July 2, 2002), an academic conference concerning the theme of *Boundaries emotional, political, historical, social, cultural* is planned by faculty of the University of Illinois at Chicago for July 2 and 3, 2002. The conference is entitled *Boundaries* and its goal is to examine **the special position of the descendants of the Shoah**. We are seeking scholarly articles, creative texts, and visual art for presentation at the conference and publication in an edited volume.

Please send proposals by February 15, 2002 to:

Matthew Lippmann, Professor of Criminal Justice, University of Illinois at Chicago (mlippman@uic.edu)

Ces gens-là ont bien l'intention de nous pomper l'air pendant encore une siècle ou deux. En passant la sébille.

SAINTE ALLIANCE

Après la victoire des états conservateurs sur la Révolution française tournée empire agressif, en 1815, l'empereur de Russie, inspirée par une mystique nommée Mme de Krüdener qu'il avait rencontrée à Paris, suscita la première association internationale de gouvernements déterminés à faire régner leur ordre dans le monde -- à l'époque, l'Europe. Cette association prit le nom de Sainte Alliance parce que, contrairement à la Révolution française impie, elle tirait sa légitimité du christianisme de ses membres. Après la mort d'Alexandre Ier, en 1825, et le soulèvement décembriste visant à associer l'aristocratie au gouvernement de l'empire russe, le régime dans ce pays, gouverné par le second fils d'Alexandre Nicolas Ier, se durcit à la fois à l'intérieur et à l'extérieur. L'empereur Nicolas Ier reçut alors le sobriquet de "gendarme de l'Europe".

Aujourd'hui, un clown triste et mou apparaît sur les écrans de télévision et proclame d'une voix mourante "la guerre du bien contre le mal". Rappelons que ce clown triste est monté sur le trône américain, lui aussi, après une révolution de palais, qui a fait rigoler le monde entier: loin de représenter "le bien", ce monsieur incarne l'ambition dévorante des incapables qui prennent le pouvoir dans les régimes de partis baptisés, Dieu sait pourquoi, "démocraties"; il n'a été considéré comme élu, bien que la majorité des citoyens jouissant du droit de vote ait voté pour un autre, qu'au prix d'artifices juridiques incompréhensibles. Nous ne doutons pas que si l'autre avait été considéré comme élu, la politique américaine aurait été rigoureusement la même, mais nous ne pouvons nous empêcher de regretter le XIXe siècle, heureuse époque où l'on n'avait pas besoin de dépenser des millions pour choisir un tyran minable et où les victimes potentielles de la tyrannie se limitaient aux quelques dizaines de révolutionnaires que comptait l'Europe, tandis qu'aujourd'hui, comme le remarquait un analyste américain quelques jours avant les fameux attentats de New York et Washington, "aucun lieu n'est à l'abri des attaques menées par l'Intérêt National du "gendarme sans légitimité" ("No place is safe from being attacked in the National Interest of the world's self-appointed policeman.") (Doug Casey, *International Speculator Newsletter*, 10 septembre 2001, chapitre intitulé "Waiting for WWII" -- "En attendant la troisième guerre mondiale").

Pour nous consoler, rappelons que le "gendarme de l'Europe" se suicida, d'après une tradition bien ancrée, après la défaite de son pays dans la guerre de Crimée, menée contre la France et l'Angleterre. On se prend à rêver du suicide de Bush lâché par ses "principaux alliés", la France et l'Angleterre, qui lui aurait refusé assistance dans sa "riposte ciblée" (terme emprunté aux assassins du gouvernement terroriste israélien qui l'emploient pour essayer de légitimer leurs assassinats). Mais évidemment, pas plus qu'au XIXe siècle, la révolte de la France et de l'Angleterre n'annoncerait le triomphe des peuples sur les gouvernements...

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Il y a sur une chaîne de télévision américaine Walt Disney une émission intitulée "Politically Incorrect" où l'on s'attendrait à entendre essentiellement des choses politiquement incorrectes. Ainsi, le 18 septembre, un Américain nommé Bill Maher y a déclaré que certaines opérations militaires américaines étaient "lâches". On aurait d'emblée tendance à considérer cette réflexion comme une vérité d'évidence. Alas, comme dirait Shakespeare, non seulement c'est pas une vérité mais c'est même pas "politically incorrect", c'est simplement "insultant". L'auteur a fait, le lendemain 19, de lâches excuses, après que quelques commerçants qui font de la pub sur cette chaîne de télévision ont mis fin à leur contrat, prétendant avoir reçu des plaintes de spectateurs; on vous épargne l'abjecte rétractation du Maher en question et son abaissement servile devant l'armée américaine. Ce qui est intéressant, c'est qu'une fois de plus, on touche ici la véritable nature de cette fameuse liberté d'expression garantie par la constitution des Etats-Unis: pour la supprimer, point n'est besoin de faire un procès, de convaincre un jury et un tribunal en apportant des preuves et des contre-arguments: il suffit de dire "Y a un type qui s'est plaint", sans en apporter la moindre preuve, et hop, on retire la liberté d'expression, sans tambour ni trompettes. L'autre soir, aux informations, on nous montrait une fille à Manhattan qui voulait qu'on reconstruise les deux horribles tours abattues parce que, disait-elle, elles "représentaient la liberté et le capitalisme". Curieuse association.

(nouvelles diffusées par l'agence Reuters, le 19 septembre 2001

CINCINNATI 2001

Real History Conference a Real Success

Compte rendu de Michael Hoffman

David Irving's Cincinnati Real History Conference 2001-- his third since 1999 -- in Ohio, USA over the Labor Day weekend, was a smashing success: informative, edifying lectures, debates and Q&A from top scholars, in a resort-like setting of peace, camaraderie and comfort.

Highlights included Irving's Saturday lecture on the Final Solution, accompanied by photocopies of original Nazi documents that are his trademark. On Monday, (Labor Day), Irving outlined the denouement of his court appeal. Two news items in particular stand out. 1. Irving is not finished as an historian as a result of the trial, the verdict of jurist Charles Gray, or the libelous books written in the aftermath.

Case in point: Irving's detractor, historian Gitta Sereny has been singing an Irving-influenced tune of late. From a recent interview with her, published in *The Times* of London: (voir plus bas §== **Une bonne vieille**).

Sereny is not a lightweight. She's no Deborah Lipstadt, for example, whom real historians such as John Keegan know for a religious enthusiast, not a chronicler of the ebb and flow of documentary history. In the wake of Irving's libel case against Lipstadt, we see how pyrrhic was her and her financier Spielberg's victory, and of all the coat-tail draggers who have attached themselves to Lipstadt's gilded train ever since.

The doubts, the skepticism, the analysis of the size, scope and magnitude of the persecution of the Jews -- the details which these zealous grandees refuse and abhor, and everything dissident historians such as Irving have made their World War Two stock-in-trade, are swelling like a tide and coming out of the mouths of people such as Sereny, fixtures of the elite firmament of establishment historiography.

The other welcome news is that Mr. Irving is not going to be a bankrupt. That's not to say he's flush with cash or does not still need the support of all who value the historical struggle which, in its British manifestation, he heads. The glad details are on the videotape of his Labor Day lecture. It appears as though the libel judgement is not going to put him out of business.

The Conference was studded with stars of history and journalism --Joseph Sobran, offering a controversial take on "King" Abraham Lincoln, Mark Weber burying the Six Million figure six feet under; Brian Renk debating Charles Provan on the supposed holes in the roof of Krema II; college professors Supina and Kirstein detailing Nazi policy on the environment, and American war crimes at Hiroshima and Nagasaki, respectively.

Aboard Mike Fink's floating restaurant the tall, gaunt, Lincolnnesque Doug Christie held forth on the global struggle for free speech, with the same fire and conviction I witnessed cascading from him like lava during the 1985 Toronto trial of his client, Ernst Zundel. Tony Martin, professor of African History at Wellesley College and the subject of a recent call for his dismissal by "Boston Globe" columnist Jeff Jacoby, made a deep impression. His speech on the controversy surrounding the Jewish role in the Black slave trade was a model of scholarly insight and command of sometimes startling material. I was pleased by the fact that Martin is, to the best of my knowledge, the first speaker at a revisionist conference to make the crucial distinction between the Bible and the Talmud, in a witty investigation of the roots of the Talmudic "Curse of Ham," one of the rabbinic justifications for black enslavement.

Yours truly added a footnote to the events with a terminal talk on "Amalek," pointing out that this term, which Miz Lipstadt has spaded out of the muck and mire of ancient vengeance, **is an inducement to the assassination** of Irving and by extension, to violence against revisionists and the collective punishment of Palestinians.

The audience was in some cases as distinguished as the speakers' roster, numbering in its ranks numerous professionals as well as lay historians and researchers, along with two noted and intrepid activists for freedom of speech, the German-Australian Fredrick Toben and the Canadian school teacher Paul Fromm.

Real History 2001 was the revisionist event of the year. Prof. Martin commented on the warmth of the proceedings, on his perception that we are a big "family." We came together in a resort-like setting suffused with a fraternal tenor of celebration, even as we prepared to delve deep into the thought-provoking great issues of our time.

In the past it has been easy to take Mr. Irving's talent for granted, or to resent him for his sometimes magisterial demeanor. As the auditorium emptied on the afternoon of Sept. 3, I lingered alone, beside his literature table. There stood his new book, "*Churchill's War, Vol. II*", 1000+ pages worthy of Gibbon, published using cutting-edge Adobe PDF electronic files (the 60-something Irving knows the latest Mac computer technology as well as a 20 year old hacker). The volume fairly glowed in its four color cover, with the unique jacket devoted to a three-step, photographic demonstration of "Real History" in action.

What a riposte from a man who was supposed to be have been bowed and broken into a heap long ago by the hammer and anvil of the Money Power, yet who, during his own *De Profundis*, emerges jauntily with the second installment of an enormous anti-hagiography of one of the central icons of the West. Irving consistently exhibits bulldog courage and competence under fire, qualities which deserve a salute and our abiding support.

Sept. 14, 2001. *Independent History and Research*, Box 849, Coeur d'Alene, Idaho 83816-0849 USA

TÊTE DE COHN

Depuis 15 ans, une sorte de maniaque poursuit Chomsky de sa rage pour le rôle qu'il a joué dans l'affaire Faurisson et les rapports qu'ils a eus avec certains révisionnistes français. L'équation qui fait saliver ce Werner Cohn est simple: Comme Pierre Guillaume et les autres sont des "chefs nazis de gauche", les rapports de Chomsky avec ces nazis sont absolument coupables. Dans un louable souci muséographique, nous avons publié les élucubrations de ce crétin parfait. ([LINKLINKLINK.../engl/opponents/cohn/cohn.html](#)) Il récidive maintenant sur un site juif que les anars américains n'hésitent pas à qualifier de "raciste".

Chomsky and the Jews

By Werner Cohn

*Editor's Note: For fifteen years, Werner Cohen has been fighting media **indifference** and academic **censorship**, in his attempt to expose the Neo-Nazi connections of self-styled "leftist" intellectual Noam Chomsky. Here at last is the complete, uncensored story. <[FrontPageMagazine.com](#)> is proud to present the fully updated 2001 Online Edition of Werner Cohen's Chomsky and the Jews.*

ELEVEN MONTHS since the beginning of what the Arabs call the Al Aqsa Intifada, hundreds of Arab and Jewish lives have been lost. It has been a year of great suffering for all. But for Noam Chomsky it has been suffering for the Palestinians, period. In a speech he gave

at MIT last December 14, he was concerned over what he called "killings" and "atrocities," all of which, according to him, were killings of Arabs by Jews. Not a word whatever of the televised sickening lynchings, two months before Chomsky's speech, of Corporal Vadim Novesche and Sergeant Yosef Avrahami, which shocked the world. Not a word of any suffering by Jews, not a word of Arab violence. Instead, a repeated demand for a Palestinian "right to resist," and a criticism of Arafat for having signed away that right at Oslo. Arafat, as Chomsky has asserted many times before, is far too easy on the Jews. Nine months later, on August 13, Chomsky revved up his hysteria even more, this time charging Israel with "a repetition of Nazi crimes" (op-ed piece, *Los Angeles Times*).

Since I wrote my analysis of Chomsky's relations with neo-Nazi Holocaust deniers in 1985 (updated 1995), Chomsky and his friends have attempted to rebut my conclusions by, a) calling me a liar, b) a Zionist, and c) accusing me of misquoting sources.

Insofar as these attacks are in any way concrete, they concern my disclosures of the political relationship between Chomsky and the **French neo-Nazi Holocaust deniers**. The basic documents, including Chomsky's own charming and typically understated "Cohn is a pathological liar," are now on line. I provide these links to the original materials, so anyone can determine exactly who is telling the truth and who is not:

The Chomsky Documents

As I have shown in my *Partners in Hate* (see below), the Chomsky-Nazi connection was documented by the ("**left-wing**") **Nazis' leader, Pierre Guillaume**, in a chapter entitled "Une Mise au Point," in a publication called *Droit et Histoire* (Paris, La Vieille Taupe, 1986). Until recently, this text by Guillaume, which includes a comment from Chomsky, was difficult to obtain. **Now an anti-Semitic organization has put it on the Internet**, at least for the time being, so all those who can read French can see for themselves (<http://aaargh.vho.org/fran/chomsky/PGmisaupoint.html>> LINKLINKLINK Une Mise au Point by Pierre Guillaume).

This text bears careful, attentive reading. There are some difficulties: **it is in French**, and it makes reference to fairly obscure details in French fringe politics. For these reasons it requires some effort. But for anyone willing to put in this effort, the rewards are a striking, detailed understanding of Chomsky's politics. Nobody who has studied this text, in my humble opinion, will ever again have any respect for Noam Chomsky.

After I publicized the existence of this document, Chomsky called me a "pathological liar" for my trouble. His own followers have now been incautious enough to put these comments by Chomsky on the web as well, at least for now. They are at least as interesting as Guillaume's original document, because, if read together with Guillaume's account, they give rare, direct evidence of Chomskyan veracity.

In http://monkeyfist.com:8080/ChomskyArchive/essays/outlook_html> this letter to the editor of a Communist Canadian Jewish publication (*Outlook*), Chomsky maintains that he has read the Guillaume piece and that this Guillaume piece contains nothing that concerns him. For example, says Chomsky, it contains "no hint of any collaboration" between Chomsky and Guillaume in its writing, as I had maintained. But if the reader will consult p. 170 of Guillaume, he will there find an explanation of how Guillaume had submitted an earlier version of his piece to Chomsky, who had made some corrections, and how Guillaume had corrected the piece in accordance with Chomsky's instructions. Moreover, Guillaume also reproduces a letter from Chomsky, in further comment. These items clearly show that Chomsky, **to this anti-Semitic audience** in France, vouches for Guillaume's accuracy. Of course when he writes to an audience of **left-wing Jews** in Canada, Chomsky denies all: no, Guillaume did not write what he did, no, Chomsky did not collaborate with Guillaume. Fortunately the reader can now check Guillaume in person.

Another incident, very important in the Guillaume essay, has to do with Chomsky's insistence that Guillaume and his **Holocaust-denying organization "La Vieille Taupe"** publish the French version of Chomsky's book "Political Economy of Human Rights" (written with E. Herman). Here Chomsky plays dumb. He insists that it was a mainline French publisher, Hallier-Albin, [**en fait Albin Michel**] not La Vieille Taupe, that was to publish the book. But Guillaume explains in detail (p. 154) that he, Guillaume, was the director of the collection in H-T that published the book, and that Chomsky insisted on giving this plum

to him out of a sense of solidarity with Guillaume's politics, that is to say with La Vieille Taupe.

Werner Cohn, August 2001

<<http://www.frontpagemagazine.com/guestcolumnists/cohnpamph09-11-01.htm>>

<FrontPageMag.com> is notorious for its racism, and see no contradiction between that racism and its own condemnation of "hate". After LSN editor Bill White had published on the site a letter to Larry Elder asking him how much the Zionists paid him to spew their garbage, and pointing out that the writers for the site were not exactly a representative voice of working America, White received a number of responses, approximately one-third of which were from self-described "Jewish" racists who cited Jared Taylor, accused White of "being black" and stated that he made the comments out of a misguided desire "to rape white women", telling him that now Israel was going to kill him.

Libertarian Socialist News, Post Office Box 12244, Silver Spring, MD 20908, <<http://www.overthrow.com>> (check out our messageboards -- discuss this story on-line!)

RÉVIZOS, AU BOULOT

The Zinoviev Letter

On 8 October 1924, Britain's first Labour government lost a vote of confidence in the House of Commons. The next day the Foreign Office was sent a copy of a letter, purporting to come from Grigori Zinoviev, the president of Comintern and addressed to the central committee of the Communist Party of Great Britain. The letter, urging the party to stir up the British proletariat in preparation for class war, appeared in the *Daily Mail* shortly afterwards, with immense political and diplomatic repercussions.

There has been scarcely a decade when the Zinoviev Letter has not raised its head. Early in 1998, the impending publication of a book allegedly containing further revelations about the authorship of the Zinoviev Letter, based on information from KGB archives, led to a renewed round of press speculation and parliamentary questions. In response the Foreign Secretary, Robin Cook said in a written answer on 12 February 1998 that in the interests of openness, he had commissioned the FCO (Ministère anglais des affaires étrangères: Foreign and Commonwealth Office) Historians to prepare a memorandum on the Zinoviev Letter, drawing on papers held by the SIS (services d'espionnage), as well as those in the FCO archives. This History Note, published in February 1999, contains the result of those researches.

The full report may be downloaded using the links below. A summary of its conclusions appeared in a newspaper article by the Foreign Secretary which can be viewed here.

chapter1.pdf CHAPTER 1: THE CONTEXT. Britain in 1924, the first Labour Government. The Soviet Union in 1924. The intelligence world: British intelligence, Soviet intelligence. 271K PDF file.

chapter2.pdf CHAPTER 2: THE LETTER. In search of the Zinoviev Letter -- the Im Thurn story. The Zinoviev Letter and the Foreign Office -- protest and publication. Gregory, the Zinoviev Letter and the Francs scandal. The unanswered question. 261K PDF file.

chapter3.pdf CHAPTER 3: THE INVESTIGATION. The search for truth -- the London angle. The search for truth -- the Riga angle. Conclusion. 227K PDF file.

photos.pdf Ramsay Macdonald. Zinoviev speaks at rally. FO Northern Dept. JD Gregory. Cartoon depicting attempts to return Rakovsky's note. 155K PDF file.

annexa.pdf Text of the Zinoviev Letter as received by SIS on 8 October 1924. 20K PDF file.

annexb.zip Cyrillic text of the Zinoviev Letter as received by SIS on 12 October 1924. 218K ZIP file comprising 3 GIF images.

annexc.zip Facsimile of the Foreign Office Note to M. Rakovsky, 24 October 1924 signed by JD Gregory. 138K ZIP file comprising 3 GIF images.

annexd.pdf Copy of a document found at CPGB headquarters when raided by police on 14 October 1925: memorandum of 26 March 1924 on The Situation In and the Immediate Tasks Of the British Communist Party. 21K PDF file.

annexe.pdf Secret Service Committee report, 1925. 56K PDF file.

annexf.pdf Report of the Board of Enquiry appointed by the Prime Minister to investigate certain Statements affecting Civil Servants. 131K PDF file.

biblio.pdf Bibliography. 22K PDF file.

<<http://www.fco.gov.uk/news/keythemapage.asp?PageId=55>>

IN MEMORIAM

Urbane Andrew Gray died in his sleep at home in Washington on 29 August 2001, after having suffered from pulmonary fibrosis for several years. Besides his editorial work at *The Barnes Review*, Andrew had a lengthy career in the banking industry in America and Europe. Andrew was well known as a friend to historical Revisionism. He gave his final public address in Washington at *The Barnes Review's* Second International Conference 'Authentic History And The First Amendment', in June this year. One of Andrew's particular aims has always been productively to mediate between the various factions that co-exist within the movement known as historical Revisionism.

(source: Adelaide Institute, 29 sept. 2001)

Assassinat d' Abou Ali Mustafa, le 27 août à Ramallah.

Une délégation de révisionnistes français a eu l'occasion de pouvoir présenter ses condoléances à l'ensemble des chefs palestiniens réunis à Damas pour l'ouverture du deuil, le 31 août 2001.

NOS SERVICES D'INTELLIGENCE

Pierre Daninos, dans *Les Carnets du major Thompson*, remarquait que pour les Anglais, l'intelligence était un service plutôt qu'une qualité. Comme leurs homologues américains et européens, nos service de renseignement étaient atteints d'une sorte de langueur post-prandiale quand de grands événements se produisirent. Nous demandâmes aussitôt à nos service de nous fournir d'urgence des rapports circonctanciés. Ils ont alors apporté des preuves de ce que la conférence révisionniste qui devait se tenir à Beyrouth en mai dernier avait reçu l'aval des plus hautes autorités libanaises. Non seulement le ministre de la culture, M. Ghassam Salamé, mais aussi le tout-puissant premier Ministre, M. Rafic Hariri étaient au courant de la tenue prochaine de la conférence mais ils avaient donné explicitement leur accord. Lorsque sous la pression judéo-américaine, ils ont cru bon de faire marche arrière, ils ont joué la surprise. "On n'était pas au courant..." Ces gros menteurs étaient donc parfaitement au courant. Notre service de renseignement nous a fourni des preuves que nous ne montrerons pas, ce qui est bien la preuve qu'elles sont extrêmement probantes.

Dans la foulée, le gouvernement libanais va décider d'annuler la conférence sur la francophonie et sans doute encore beaucoup d'autres conférences. On ne s'étonnera donc pas qu'il y ait un crise de l'aviation civile, la moitié des voyageurs étant ceux qui se retrouvent à toutes ces conférences extraordinairement ennuyeuses mais néanmoins si nécessaires. La frousse généralisée qui frappe les entreprises et les diverses corporations de conférenciers entraîne en revanche une forte hausse d'activité chez les teinturiers. D'après nos services, beaucoup de nos dirigeants se prennent à chier dans leur froc au moindre bruit d'avion. La teinturerie voit donc ses actions remonter en bourse.

PARUTIONS

§== Nuremberg chez soi.

Vous pouvez acheter le procès de Nuremberg en allemand pour 101 Euro aux éditions Komet, 12 volumes, qui feront très bien sur votre cheminée:

<<http://www.amazon.de/exec/obidos/ASIN/3898361217/shoa/302-5879794-2344830>>

§==Gestapo US: Nazi War Criminal Records Interagency Working Group

<<http://www.nara.gov/iwg/>>

Early Intelligence Record on Nazi Final Solution Discovered, Declassified:

<<http://www.fas.org/sgp/news/2001/07/iwg070201.html>>

§== "Palestinian Holocaust in the Holy Land", published at

<<http://www.aztlan.net/holocoust.htm>>

§==**Une bonne vieille.** *The German Trauma: Experiences and Reflections 1938-2001*, de Gitta Sereny, Londres, Penguin, £8.99; 416 p. ISBN 0140292632.

Gitta Sereny has spent a lifetime exploring the worst aspects of humanity, and has faced many terrible truths. Yet she has never lost her belief in the possibility of redemption. She talks to Erica Wagner. Sereny's laugh is warm and generous, and it comes often in our conversation, despite its serious subject. It comes often too, when we speak on the phone about the pieces she writes for *The Times's* books pages, when she pleads for more space and I usually give in. When I think of her, it is her laugh that comes to mind. Nearly a lifetime of considering the worst of which humankind is capable appears to have left her unscarred, and never dented her belief that change is possible: if some good can come of investigating evil, then there is still the space for laughter. I am not surprised that her correspondents want to talk further with her -- her books are powerful in that they are dialogues not only with her subjects but with her readers and herself. If she appears to have a high opinion of herself, she has the same opinion of her readers -- but her trust that they will be able to be as intelligent and thoughtful as she is has not always been justified, especially in the case of Mary Bell. Her evident sympathy with the woman Bell had become (and her publishers' payment of Bell for her time) gained her much opprobrium. Her ruthless desire to stick to the facts -- that, say, **Auschwitz was not a "death camp"** -- has not always won her friends. She is particularly scathing about the identification of Hitler's evil with the death of the Jews and only the Jews. **She deplors the use of the word "holocaust"**, she says. I deplore it because what happened to the Jews was the worst thing that was done -- but it has now become the only thing. And that is totally wrong. **If one wants to be disgustingly numerical, one would have to say that Hitler killed more Christians than Jews.** But we don't want to be like that. It's all wrong. But if we concentrate entirely on what happened to the Jews, we cannot see its parallels -- and you know **many in the Jewish community refuse to see such parallels because they think it diminishes their suffering.** But it's not just terrible to kill Jews -- it's terrible to kill anybody. This whole thing of the murder of the Jews -- we must never forget it, it is part of history, children as long as the world lasts must know that this happened -- but we badly need to accept it now as part of a terrible history, not the terrible history. I don't want anyone to think that I diminish it, I don't diminish it. It was the worst thing. But it was not the only thing. "**Untruth always matters,**" she writes, "and not just because it is unnecessary to lie when so much terrible truth is available. **Every falsification, every error, every slick rewrite job is an advantage to the neo-Nazis.**" She is puzzled, too, by what she perceives as a reluctance to confront the truth by those who seem to have the most interest in it: "Why on earth have all these people who made Auschwitz into a sacred cow. . . why didn't they go and look at Treblinka (which was an extermination camp)? It was possible. There were survivors alive when all this started. Nobody did. It was an almost pathological concentration on this one place. A terrible place -- but it was not an extermination camp." Then she sighs; and suddenly the fierceness leaves her. "The distinctions are important," she says more quietly. "But -- death is death."

<RePortersNoteBook.com> *Il est vrai aussi que cette femme ne pense pas à tout. Elle a oublié de demander au commandant de Treblinka comment fonctionnaient les "chambres à gaz". Simple distraction, sans doute.*

§=**Résumé.** On trouvera sur le site du Britannique Raeto West une sorte de présentation du révisionnisme pour les ignorants, les naïfs et les Anglais, qui pourrait très bien servir d'introduction ou de petit compendium pour voyageurs pressés. C'est en anglais, c'est pratique, c'est plein de petites trouvailles intéressantes, par exemple sur la carrière de Gerald Fleming; quand même 22 pages imprimé petit, et ça se trouve à
<http://www2.prestel.co.uk/littleton/ww2_holocaust_revisionism.html>

§=**Pratique.** Pour obtenir le numéro de série de votre téléphone portable, tapez : # 06 # Un code à 15 chiffres s'affiche alors à l'écran. Ce code est unique. Conservez-le. Si on vous vole votre téléphone, téléphonez à votre opérateur et donnez-lui ce code. Votre téléphone pourra alors être complètement bloqué, même si le voleur change la carte SIM. Vous ne récupèrerez probablement pas votre téléphone, mais vous aurez au moins la consolation de savoir que le voleur ne s'en servira pas non plus!

§=**mine de renseignements de toutes sortes.** <<http://www.faits-et-documents.com/>>

§==infotimes internet-web links. Pour les sceptiques.

FBI Arrests 5 Israeli-Jews After U.S. Terrorist Attacks

<<http://groups.yahoo.com/group/InfoTimes/message/1053Q>>

Did Israel Attack the Pentagon and World Trade Center?

<<http://groups.yahoo.com/group/InfoTimes/message/1032>>

U.S. Military Could Be Behind The Sept. 11 Terrorist Attacks

<<http://groups.yahoo.com/group/InfoTimes/message/1048>>

'FBI's Dead Hijacker' is Alive and Lives in Saudi Arabia

<<http://groups.yahoo.com/group/InfoTimes/message/1049>>

Peter Arnett's Interview of Usama bin Laden

<<http://www.flinet.com/~politics/jihad/jihad.htm>>

Robert Fisk Talks with Osama bin Laden

<http://www.thenation.com/doc.mhtml?i=archive&s=fisk_wtc_19980921>

FBI Ten Most Wanted Fugitives

<<http://www.fbi.gov/mostwant/topten/fugitives/laden.htm>>

Civilized World Should Oppose U.S.-Israeli Terrorism

<<http://groups.yahoo.com/group/InfoTimes/message/1036>>

Racism Against Arabs and Muslims on the Rise in America

<<http://groups.yahoo.com/group/InfoTimes/message/1033>>

James Bamford's New Book: "Body of Secrets"

<<http://www.randomhouse.com/features/bamford/home.html>>

The U.S. National Security Agency (NSA)

<<http://www.nsa.gov>>

U.S. Central Intelligence Agency (CIA)

<<http://www.cia.gov>>

U.S. Federal Bureau of Investigation (FBI)

<<http://www.fbi.gov>>

§==Laden lave plus blanc. On peut lire, de Youssef Bodansky, *Ibn Laden: The Man Who Declared War on America*, qu'on peut commander à:

<http://www.amazon.com/exec/obidos/ASIN/0761535810/qid=1000895004/sr=2-1/ref=sr_8_3_1/102-8316358-4752916>

Our Price: \$14.36, Paperback (September 2001)

Prima Publishing; ISBN: 0761535810

Et aussi

Usama Bin Laden's Al-Qaida : Profile of a Terrorist Network by Yonah Alexander, Michael S. Swetnam

Osama Bin Laden : A War Against the West by Elaine Landau, Unholy Wars : Afghanistan, America and International Terrorism, 2nd edition by John K. Cooley

§== Le Congrès juif mondial. On sait, comme le disait Madeleine Réberieux, que le sionisme international n'existe pas. A la place on a le Congrès juif mondial. Il publie son rapport: "The WJC Report: World Jewish Congress Publication," July/August 2001, Volume XXV No. 2. On y trouve, entre autres:

Bronfman to Argentine President: Justice in Bombing Case (p. 1-2): "... the Jewish world was disappointed by Argentina's investigation of two terrorist bombings against Jewish targets in the 1990s that killed more than 100 people." WJC officials said the need to pressure Argentine authorities to investigate the bombings was the main reason for their visit to South America;

WJC Blasts U.N. Anti-Israel Bias (p. 4);

World Jewish Congress Condemns Austria's Haider. (p. 6);

U.S. Rebuffs Austria on Nazi Waldheim (p. 6);

Conference at UNESCO Warns of Anti-Semitism (p. 7);

"...whose two main sources are the Muslim fundamentalist movement ...and the nationalist extreme right-wing political parties which have achieved success in elections in France, Switzerland, Austria, Belgium and elsewhere."

Worldwide Anti-Semitic Violence Soars (p. 8): "Violent anti-Semitic attacks worldwide have dramatically increased and intensified this year, according to the WJC-sponsored *Annual Report on Anti-Semitism in the World*. Terror attacks more than doubled. There were hundreds of

additional anti-Semitic incidents and threats against Jews, swastika graffiti, calls to kill Jews, and a plethora of anti-Semitic propaganda on the Internet. The largest number of anti-Semitic incidents took place in Western European countries with large Jewish and Muslim communities. **A particularly high number of incidents occurred in France where Molotov cocktails were thrown almost every day in October.** The severity of the incidents worries researchers even more than the increasing frequency. ...

Lebanon Bans Holocaust Denial Conference (p. 10): WJC protests compelled Lebanon to ban a conference intended as a platform to deny the Holocaust which was to have opened in Beirut.

Croyez-pas qu'ils sont un peu obsédés, ces mecs-là?

§== **Parlons un peu des juifs.** Avec cet antisémitisme rampant, personne n'ose parler des juifs. Voyez un peu *The Greatest Jewish Place In Cyberspace*.

<<http://www.jewishuniverse.org/tracking/judaicaworldwide.asp>>

§== **De l'art de traire la justice.** "Pod" (Poor Old Debbie) Lipstad a fait savoir à ses fans qu'elle travaillait dur à un livre sur le procès. On pourrait avoir ce joyau au cours de l'hiver -- si les nègres supportent le climat.

On annonce aussi un livre de l'historien Martin Gardner et un autre de l'avocat Anthony Julius, QC, qui dirigeait la défense de Pod.

On annonce aussi *The Case for Auschwitz: Evidence from the Irving Trial*, par Robert Jan van Pelt, à paraître le 1er janvier 2002. Amazon fait déjà un rabais et, au lieu de 45\$, vous le cède à 31,5 \$.

<<http://www.amazon.com/exec/obidos/ASIN/0253340160/qid=998751998/sr=1-8>>

On se demande si le mollasson aura trouvé autre chose que des preuves par absence de preuve.

§== **Un mec qui aime pas la censure et qui, pourtant, est de droite:** CENSORS BUSTERS N° 27, ("Le Cri-de-la-Carpe"), Le Kill.Zine d'Usenet-Censure, <<http://usenet-censure.liberty-web.net>>

Le site anti-censure sur Usenet et sur Internet. * Edition du 15 septembre 2001 * Publication aléatoire selon l'actualité <usenet-censure@liberty-web.net>

§== **C'est peut-être le moment de se renseigner.**

<<http://www.arabic-islamic-books.com>>

The web of the largest publishing house in the Arabic and Islamic world. More Than 200 new titles yearly, more than 3000 titles Published until NOW. Subjects: dictionary, history, poetry, language, Islamic books, tafsir, fiqh, syra nabawiyah, hadith, shareh hadith, in addition to translated Islamic books to English and French.

To get our free catalog on CD-ROM (Arabic enabled MS Windows is needed) or our Printed Catalog click here.

Mohammed Ali Baydoun Publications

Dar al-Kotob al-ilmiyah (Publishing House)

Tel & Fax : (+961-1) 366135 / 364398 / 378541 / 378542

P.O.Box : 11 - 9424 Beirut - Lebanon

web : <<http://www.al-ilmiyah.com>>

e-mail : <sales@al-ilmiyah.com> <info@al-ilmiyah.com>

§==**Zolocul. Pornonyiszli .**

The Grey Zone, World Premiere: September, 2001, Toronto International Film Festival. MPAA Rating: R (for **strong holocaust violence, nudity and language**)

Production Companies: Killer Films, Goatsingers, Millennium Films. *Cast:* Harvey Keitel (**Dr. Miklos Nyiszli**), David Arquette (Hoffman), etc.

Metteur en scène: Tim Blake Nelson, scénariste: Tim Blake Nelson, d'après la pièce du même nom de Tim Blake Nelson, et le livre *Auschwitz: A Doctor's Eyewitness Account*, by **Miklos Nyiszli**.

C'est l'histoire du docteur Nyiszli qui travaillait avec "l'Ange de la mort", le beau docteur Mengele... Il a donc dû travailler dans une "zone grise" morale, ce qui donne le titre de ce chef d'oeuvre. Ils ont tourné à Sofia, chez les Bougres.

Encore un film astap.

§== **Cris de guerre.** Il nous faut rapporter à nos lecteur (mais pas à Karmazinzin qui en ignore tout) que l'essayiste judéo-britannique dont nous avons, à l'occasion, apprécié la plume, **Christopher Hitchens**, s'est rangé dans le camp belliciste et hurle à la mort contre ce qu'il appelle "le fascisme islamique". Depuis 1914, nous sommes évidemment blindés devant ces revirement des libéraux anti-guerre qui se retrouvent à brailler sur les podium du recrutement militaire. On en a vu d'autres. Ceux qui veulent juger par eux-mêmes, et nous sommes certains que c'est le cas de tous nos lecteurs, iront voir *The Nation*, du 20 septembre 2001, "Against Rationalization" et du 24 septembre, "Of Sin, the Left & Islamic Fascism". Il se croit obligé d'attaquer basement ceux qui ne veulent pas pousser la même goiualante que lui: "I was apprehensive from the first moment about the sort of masochistic e-mail traffic that might start circulating from the Chomsky-Zinn-Finkelstein quarter, and I was not to be disappointed."

"Yet when a stand was eventually mounted against Milosevic, it was Noam Chomsky and Sam Hussein, among many others, who described the whole business as a bullying persecution of -- the Serbs! I have no hesitation in describing this mentality, carefully and without heat, as **soft on crime and soft on fascism**. No political coalition is possible with such people and, I'm thankful to say, no political coalition with them is now necessary. It no longer matters what they think."

Il suppose donc, bien à tort, qu'on accorde de l'importance à ce que lui, Hitchens, pense. Il ne fait qu'illustrer une pathologie spéciale de l'intellectuel: la diarrhée guerrière.

On vient de recevoir une réponse de Chomsky à Hitchens. **LINKLINKLINKChomsky**

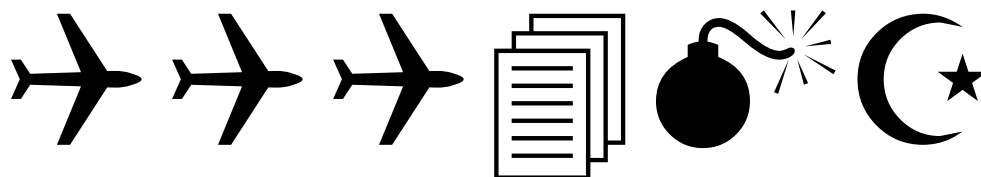
§== **Le niveau monte.** Le *Spiegel* notait récemment que la population juive en Allemagne était passée de 28.000 en 1990 à 90.000 aujourd'hui, ce qui indiquerait une natalité vraiment galopante. Le canard ajoute que beaucoup d'Allemands croient que les chiffres sont très sous-estimés. En réalité, c'est le déversoir russe qui fonctionne à plein. On peut estimer qu'une bonne moitié de ces soit-disants "juifs de l'Est" ne sont pas plus juifs que le roi du Monomotapa.

§== **I raquent...** Une BD intitulée *Irak, dix ans d'embargo*, parue chez Casterman, 80 p., 15 Euros. De Jacques Ferrandez et Alain Dugrand. On nous dit que c'est bien, que ça décrit bien, que les auteurs ont la haine de l'embargo. Qu'est-ce qu'ils vont dire si les Amères loques recommencent à bombarder massif, comme une bonne partie de l'équipe Bush le réclame?

§== **Fusillez-moi tout ça.** Otto Schily, le ministre de l'intérieur de l'Allemagne (ce ventre fécond...) s'est rendu récemment aux States pour alerter les grosses huiles là-bas sur l'existence de sites Web qui le chagrinent beaucoup. Il aimerait les faire fermer. Ça va encore faire une bonne réputation aux Allemands.

Revisionist week in review, Z Gram, 27 08 01

§== Tapez QQQ4MZ et passez en police wingding:



+++++

Informations et commentaires tirés du site **aaargh**
<<http://aaargh-international.org>>